S E N A T

QUATRIEME LEGISLATURE

DEUXIEME SESSION ORDINAIRE, ANNEE 2018

(03 Septembre-31 Décembre 2018)

LOI N°047/2018

DETERMINANT LES RESSOURCES ET LES CHARGES DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2019.

ADOPTEE PAR LE SENAT

LE SENAT A ADOPTE, EN PREMIERE LECTURE, LA LOI DETERMINANT LES RESSOURCES ET LES CHARGES DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2019,

DONT LA TENEUR SUIT :

Article 1er : La présente loi de finances, prise en application des dispositions combinées des articles 47 de la Constitution, 10, 11, 12 et 13 de la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2019.

PREMIERE PARTIE : DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE PREMIER : DES IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES

A- De l'autorisation de perception des ressources

Article 2 : Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent de l'application des dispositions du Code Général des Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en abrégé C.E.M.A.C, des emprunts, des dons prévus en 2019 et des autres produits autorisés par les textes en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 : Les impôts et taxes en vigueur affectés aux collectivités locales et aux organisations communautaires restent applicables.

B- Des dispositions fiscales

Article 4 : Les dispositions du Code général des impôts actuellement en vigueur sont modifiées ainsi qu'il suit :

LIVRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS
TITRE1 : IMPOT SUR LES SOCIETES

CHAPITRE 1 : Champ d'application de l'impôt

Section 3 : Territorialité

« **Article 7 nouveau :** Sous réserve des dispositions des conventions internationales, les bénéfices passibles de l'impôt sur les sociétés sont déterminés en tenant compte des bénéfices obtenus dans les entreprises exploitées ou sur les opérations réalisées au Gabon.

Il en est de même de la plus-value réalisée lors du transfert de droits sociaux de personnes dont l'actif est constitué majoritairement de tels droits ou de droits détenus directement ou indirectement dans une société située au Gabon.

La société située au Gabon dont les droits sont cédés est tenue d'informer l'administration fiscale des cessions visées aux alinéas précédents, dans un délai d'un mois à compter de leur réalisation.

Le défaut d'information expose la société à l'application des dispositions des articles P-985 et suivants du présent code, relatives à la solidarité de paiement. »

CHAPITRE 2 : Bénéfices imposables

Section 1 : Définition du bénéfice

« **Article 8nouveau :** Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toutes nature effectuées par les entreprises au cours de la période servant de base à l'impôt, y compris notamment les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation. Il inclut les revenus tirés de la participation à un groupement d'intérêt économique et correspondant aux droits détenus par la société dans le capital dudit groupement.

Le bénéfice net est constitué par la différence entre les valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de la période dont les résultats doivent servir de base à l'impôt, diminuée des suppléments d'apport et augmentée des prélèvements effectués au cours de cette période par les associés. L'actif net s'entend de l'excédent des valeurs d'actif sur le total formé au passif par les créances des tiers, les amortissements et les provisions justifiés.

Les stocks sont évalués au prix de revient. Si le cours du jour est inférieur au prix de revient, l'entreprise doit constituer une provision pour dépréciation de stocks.

Les travaux en cours sont évalués au prix de revient. »

CHAPITRE 4 : Liquidation de l'impôt

Section3 : Calcul de l'impôt

« **Article 16 nouveau :** Pour le calcul de l'impôt sur les sociétés, le bénéfice imposable est arrondi au millier de franc CFA inférieur.

Le taux est fixé à 30%.

Ce taux est porté à 35% pour les entreprises du secteur pétrolier et minier. Il est ramené à 25% pour :

- les sociétés détentrices de titres de propriété intellectuelle ;
- la Banque Gabonaise de Développement ;
- les entreprises de promotions immobilières agréées pour l'aménagement des terrains à bâtir en zone urbaine et pour la construction de logements socio-économiques ;
- les établissements publics ;

- les associations et collectivités sans but lucratif visées à l'article 5 alinéas 8 et 9 ;
- les entreprises du secteur touristique agréées conjointement par les ministres chargés des Finances et du Tourisme ;

L'impôt sur les sociétés est diminué, le cas échéant, dans la limite de cet impôt : du crédit d'impôt correspondant à 5 % du montant hors taxes de l'investissement pendantune période de 5 ans, pour les investissements touristiques inférieurs à 300.000.000FCFA agréés par le Ministre chargé du tourisme et le Ministre chargé des finances.

Les dispositions de l'article 16- a) sont abrogées.

TITRE 2 : IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

CHAPITRE 2 : Revenus imposables

Section 1 : Détermination des bénéfices ou des revenus nets des diverses catégories de revenus

Sous-section 2 : Traitements, salaires, pensions, et rentes viagères

B- Exemptions

« Article 91 ter. nouveau : Les indemnités de licenciement et les indemnités de services rendus entrent dans la catégorie des indemnités de rupture du contrat de travail prévues par les articles 70 et suivants du Code du travail.

L'indemnité de services rendus est versée :

- au travailleur faisant valoir ses droits à la retraite ;
- aux ayants droit du travailleur décédé ;
- au travailleur démissionnaire dans le cadre d'un départ volontaire.

L'indemnité de licenciement est versée à l'employé en cas de rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur.

L'indemnité de licenciement et l'indemnité de services rendus ne sont pas cumulables.

L'indemnité de services rendus est imposable dans les conditions suivantes :

- en cas de départ à la retraite : imposable à 50 % entre les mains du bénéficiaire ;
- en cas de décès : imposable à 50 % entre les mains des ayants droit du travailleur décédé ;
- en cas de démission : imposable à 100 % entre les mains du bénéficiaire, sauf si le salarié apporte la preuve que sa démission est due à un comportement fautif de son employeur. Dans ce cas, l'indemnité reçue, exonérée de l'impôt sur les salaires, suit le sort fiscal de l'indemnité de licenciement.

L'indemnité transactionnelle ou indemnité dite de bonne séparation est imposable à 50% entre les mains du bénéficiaire.

L'indemnité de licenciement est exonérée d'impôt sur les salaires, de même que les indemnités de licenciement ou de départ volontaire, versées dans le cadre d'un plan social.

Sous-section 3 : Revenus des capitaux mobiliers

Paragraphe 7 : Régime des sociétés bénéficiaires des revenus de capitaux mobiliers

Les dispositions de l'article 98.2 a) instituées par la loi n°023/2018 portant modification de certaines dispositions de la loi n°021/2017 du 26 janvier 2018 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2018 sont abrogées.

« **Article 98 alinéa 2 a) nouveau :** Tous les bénéfices ou produits qui ne sont pas mis en réserve ou incorporés au capital ; »

TITRE 1 : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

CHAPITRE 1 : champ d'application

Section 1 : Personnes imposables

« **Article 208 alinéa 1er nouveau :**Les personnes visées à l'article 207 ci-dessus, soumises à l'IS ou à l'IRPP, qu'elles soient ou non immatriculées, sont redevables de la TVA si le chiffre d'affaires hors taxes s'établit à 150.000.000 FCFA.

Article 208 alinéa 2 nouveau : Une possibilité d'option pour l'assujettissement à la TVA est autorisée pour les nouveaux contribuables susceptibles de réaliser un chiffre d'affaires équivalent au seuil dès la première année d'exercice.

Article 208 alinéa3 nouveau : Dans tous les cas, l'exercice de cette option est subordonné aux conditions suivantes :

- faire la demande expresse auprès du centre des impôts dont il dépend ;
- être soumis au régime réel d'imposition ;
- ne pas avoir fait l'objet, dans le délai de prescription, de pénalités d'assiette ou de recouvrement en matière de TVA ;
- présenter des garanties de solvabilité.

En cas de défaillance du contribuable dument constatée, l'option visée ci-dessus peut être remise en cause par l'administration.

Une instruction fiscale fixe les modalités de mise en œuvre de l'option. »

CHAPITRE 3 : Modalités pratiques

Section 2 : Liquidation et recouvrement

« **Article 238nouveau :** La TVA perçue à l'importation est liquidée par l'Administration des Douanes et des Droits Indirects.Son recouvrement est assuré par le comptable du Trésor.

La TVA à l'importation doit être obligatoirement déclarée et versée avant l'enlèvement de la marchandise.

Pour bénéficier de la déduction de la TVA, l'assujetti doit fournir pour chaque opération :

- une déclaration en douane mentionnant son NIF ;
- une quittance délivrée par le service de recouvrement donnant le montant de la TVA acquittée.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, les entreprises visées à l'article 243 ter ci-dessous, sont dispensées du paiement de la TVA avant l'enlèvement de la marchandise. ».

« **Article 243 ter :** Les entreprises industrielles et exportatrices sont autorisées à procéder au paiement différé de la TVA afférente aux importations de biens, notamment les matériels, les équipements, les machines industrielles et les pièces détachées dont la valeur totale excède 100.000.000 FCFA.

Le bénéfice de la procédure de paiement différé de la TVA à l'importation est subordonné à la satisfaction par chacune des entreprises visées à l'alinéa précédent des conditions cumulatives ci-après :

- être à jour de ses obligations déclaratives et de paiement des impôts, droits et taxes ;
- être à jour de ses obligations douanières ;
- disposer d'un crédit d'enlèvement en relation avec un commissionnaire agréé parles services des Douanes et des Droits Indirects.

Sont exclues du mécanisme de paiement différé de TVA à l'importation, les opérations n'ouvrant pas droit à déduction.

Le non-respect des dispositions du présent article entraine la perte du bénéfice du mécanisme de paiement différé de la TVA et l'assujettissement aux obligations de droit commun, sans préjudice des sanctions prévues par le Code Général des Impôts et le Code des Douanes de la CEMAC.

Un arrêté du ministre chargé de l'Economie précise les modalités pratiques de mise en œuvre de la procédure de paiement différé de la TVA à l'importation. »

LIVRE 3 : IMPOTS ET TAXES DIVERSES

TITRE 4 : TAXES DIVERSES

CHAPITRE 7 : Taxe à la charge des lotisseurs

Les articles 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400 sontabrogés.

LIVRE 4 : DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

TITRE 1 : DROITS D'ENREGISTREMENT

CHAPITRE 8 :Fixation des droits

Section 2 : Actes soumis aux droits proportionnels

Sous-section 1 :Actes soumis au droit proportionnel de 1%

« Article 573 nouveau : Sont enregistrés aux droits proportionnels de 1%, les actes de formation, prorogation de sociétés, les actes d'augmentation du capital des sociétés par incorporation des réserves et au moyen d'apports en nature qui ne contiennent pas transmission de biens meubles ou immeubles, entre les associés ou autres personnes. »

Sous-section 2 :Actes soumis au droit proportionnel de 3%

« Article 583nouveau : Les cessions d'actions, de parts de fondateurs ou de parts bénéficiaires, les cessions de parts d'intérêts dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions et les cessions d'obligations négociables des sociétés et de toute autre personne morale sont assujetties à un droit proportionnel de 3 %.

Sont également soumises au droit proportionnel de 3%, les cessions des droits sociaux de personnes dont l'actif est constitué majoritairement de tels droits ou de droits détenus directement ou indirectement dans une société située au Gabon.

La société située au Gabon dont les droits sont cédés est tenue d'informer l'administration fiscale des cessions visées aux alinéas précédents, dans un délai d'un mois à compter de leur réalisation.

Le défaut d'information expose la société à l'application des dispositions des articles P-985 et suivants du présent code, relatives à la solidarité de paiement. »

LIVRE 5 : PROCEDURES FISCALES

TITRE I : ASSIETTE DE L'IMPOT

CHAPITRE UNIQUE : Obligations des contribuables

Section 1 : Obligations déclaratives

Sous-section 1 : Principe général

« Article P-818 bis alinéa 3 : Le défaut d'adhésion aux téléprocédures pour les entreprises visées à l'alinéa précédent est sanctionné d'une amende de 5.000.000 FCFA par an pour compter de l'exercice au titre duquel le seuil a été atteint. »

TITRE V : CONTENTIEUX DE L'IMPOT

CHAPITRE 1 : Contentieux de l'imposition

Section 1 : Procédure préalable auprès de l'Administration

Sous-section 5 : Instruction des réclamations

« **Article P-1048 alinéa 3 :** Tout document comptable ou extracomptable sollicité par l'administration fiscale et non produit par le contribuable pendant les opérations de vérification, est irrecevable en phase contentieuse.

Le défaut de production du document visé à l'alinéa précédent est constaté par procès-verbal. »

DISPOSITIONS NON CODIFIEES

A- Dispositions relatives à la Procédure Spéciale d'Aide à la Régularisation Fiscale

« **Article 1er :** Par l'effet des dispositions de la présente loi, il est institué, pour la période allant du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019,une procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale.

Cette procédure, sans application de sanction, concerne les contribuables qui ont un passif fiscal latent et qui se présentent spontanément auprès des services fiscaux.

Pour les exercices ouverts avant le 1er janvier 2019 les contribuables peuvent introduire leur demande de régularisation fiscale jusqu'au 31 décembre 2019.

Article 2 : Sont éligibles à la procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale, les contribuables qui :

- n'ont jamais souscrit de déclaration d'existence ;
- ont souscrit une déclaration d'existence non suivie de déclarations périodiques ;
- étant régulièrement immatriculés et ayant découvert des erreurs ou omissions dans les déclarations fiscales servant de base au calcul de l'impôt dont ils sont redevables, se présentent spontanément auprès des services fiscaux compétents pour procéder à la régularisation de leur situation fiscale.

Article 3 : Par dérogation aux articles P-992 à P-994 du Code Général des Impôts,les régularisations des situations fiscales opérées en application de la présente loi emportent extinction des obligations fiscales des contribuables bénéficiaires exigibles au titre de la période visée à l'article 1er ci-dessus.

Article 4 : Sans préjudicedes dispositions de l'article 3 ci-dessus, le bénéfice de la procédure d'aide à la régularisation ne fait pas obstacle au contrôle par l'administration des bases d'imposition déclarées spontanément par le contribuable.

Article 5 : Les contribuables en cours de vérification ne peuvent bénéficier de la procédure spéciale de régularisation.

Article 6 : Les contribuables admis à la procédure spéciale de régularisation sont tenus de respecter toutes leurs obligations fiscales pour les périodes ultérieures sous peine de révocation des avantages consentis. »

B- Dispositions relatives à la Taxe sur les Transferts de Fonds

Article 5 : Les dispositions de l'article19de la loi n° 023/2018 du 30 juillet 2018, portant modification de certaines dispositions de la loi n° 021/2017 du 26 janvier 2018, déterminant les ressources et les charges de l'Etat, sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 14 nouveau :

Section 3 : De la Taxe sur les transferts de fonds

" Le taux de la taxe est fixé à 1,5%." »

C- Dispositions relatives au Droit de Timbre sur transactions électroniques

Articles 6 : Les dispositions de l'article 25 et 26 de la loi n° 023/2018 portant modification de certaines dispositions de la loi n°021/2017 du 26 janvier 2018 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2018sont abrogées.

D- Contribution pour les Ordures Ménagères

Article 7 : Il est institué une taxe pour le ramassage des ordures ménagères, le balayage des rues et le curage des caniveaux, dénommée Contribution pour les Ordures Ménagères.

Article 8 : La Contribution pour les Ordures Ménagères est due sur les consommations d'électricité en République Gabonaise.

Article 9 : Sont redevables de la Contribution pour les Ordures Ménagères, toutes les personnes physiques ou morales disposant d'un contrat d'abonnement d'électricité.

Article 10 : Le fait générateur et l'exigibilité de la taxe sont constitués par le paiement de la facture d'électricité.

Article 11 : La contribution est calculée sur le montant hors taxes de la facture.

Article 12 : Le taux de la taxe est fixé à 7%.

Article 13 : Les opérations d'assiette, de contrôle et de recouvrement relèvent de la compétence exclusive de la Direction Générale des Impôts.

Les distributeurs d'électricité sont chargés de collecter la taxe et de mettre à la disposition de la Direction Générale des Impôts tous documents permettant de retracer les consommations d'électricité pour la détermination des bases d'imposition.

Article 14 : Les distributeurs d'électricité sont chargés de collecter la taxe et d'en reverser le produit à la caisse du receveur des impôts territorialement compétent au plus tard le 20 de chaque mois.

Le montant ainsi reversé correspond aux prélèvements opérés sur les consommations du mois précédent.

Le paiement est accompagné d'une déclaration établie en double exemplaire sur un imprimé fourni par l'administration.

La déclaration doit notamment indiquer :

- la période des consommations;
- le volume et le prix des consommations;
- le montant de la contribution due.

Article 15 : Les dispositions du CGI relatives aux obligations des redevables, au recouvrement, au contrôle, aux sanctions et au contentieux de la TVA sont applicables à la Contribution pour les Ordures Ménagères.

Article 16 : Le produit de la présente taxe fait l'objet d'une affectation au ramassage des ordures ménagères, balayage des rues et au curage des caniveaux. La recette générée par cette taxe ne peut être compensée par des créances des redevables sur l'Etat. »

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17 : Le produit de la contribution spéciale eau, créée par la loi n°9/93 du 7 avril 1993 portant création du fonds spécial de l'eau, destiné au financement du développement et de l'entretien des installations à usage public alimentées en eau ne peut être compensé par des créances des redevables sur l'Etat.

Article 18 : Le produit de la contribution spéciale électricité, créée par la loi n°10/93 du 7 avril 1993 portant création du fonds spécial de l'électricité, destiné au financement du développement et de l'entretien des installations à usage public alimentées en électricité ne peut être compensé par des créances des redevables sur l'Etat.

Article 19 : Sont approuvées et rendues exécutoires, les dispositions fiscales contenues dans la convention conclue le 3 décembre 2014 entre la République Gabonaise et les sociétés Gabon Special Economic Zone, en abrégé GSEZ, Gabon Special Economic Zone Ports, Gabon Special Economic Zone Minéral Port et la Société Librevilloise Maritime, concernant l'attribution de concessions portuaires.

Les dispositions du présent article prennent effet rétroactivement pour compter de la date d'entrée en vigueur de cette convention.

Article 20 : Sont approuvées et rendues exécutoires, les dispositions fiscales contenues dans le contrat de concession conclu le 17 novembre 2015 entre la République Gabonaise et la société Gabon Special Economic Zone, pour la conception, la construction, la mise en service et l'exploitation du nouvel aéroport international de Libreville, telles que modifiées par l'Avenant du 10 novembre 2018.

Les dispositions du présent article prennent effet rétroactivement à compter de la date d'entrée en vigueur de la concession.

Article 21 : A compter de la publication de la présente loi, toutes les exonérations d'impôts, droits et taxes intérieurs accordées en violation des dispositions de l'article 3 du Code Général des Impôts ou en l'absence de toute contrepartie sont supprimées.

Il en est de même des exonérations régulières mais dont les bénéficiaires n'ont pas réalisé les obligations en constituant la contrepartie et de celles dont l'objectif pour lequel elles ont été accordées n'a pas été atteint.

Un texte réglementaire fixe les modalités d'application du présent article.

C- DES DISPOSITIONS DOUANIERES

Article 22 : Sont approuvées et rendues exécutoires, les dispositions douanières contenues dans la convention conclue le 3 décembre 2014 entre la République Gabonaise et les sociétés Gabon Special Economic Zone, en abrégé GSEZ, Gabon Special Economic Zone Ports, Gabon Special Economic Zone Mineral Port et la Société Librevilloise Maritime, concernant l'attribution de concessions portuaires.

Les dispositions du présent article prennent effet rétroactivement pour compter de la date d'entrée en vigueur de cette convention.

Article 23 : Sont approuvées et rendues exécutoires, les dispositions douanières contenues dans le contrat de concession conclu le 17 novembre 2015 entre la République Gabonaise et la société Gabon Special Economic Zone, pour la conception, la construction, la mise en service et l'exploitation du nouvel aéroport international de Libreville, telles que modifiées par l'Avenant du 10 novembre 2018.

Les dispositions du présent article prennent effet rétroactivement à compter de la date d'entrée en vigueur de la concession.

Article 24 : A compter de la publication de la présente loi, toutes les exonérations de porte (douanes)accordées en violation des dispositions du Code des Douanes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ou en l'absence de toute contrepartiesont supprimées.

Il en est de même des exonérations régulières mais dont les bénéficiaires n'ont pas réalisé les obligations en constituant la contrepartie et de celles dont l'objectif pour lequel elles ont été accordées n'a pas été atteint.

Un texte réglementaire fixe les modalités d'application du présent article.

Article 25 : A compter de la publication de la présente loi, toutes les importations de produits pétroliers en République gabonaise s'effectuent sous le régime douanier de l'entrepôt spécial d'hydrocarbure.

CHAPITRE II- DE L'EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article26:Les recettes budgétaires sont évaluées et arrêtées à **deux mille cent treize milliards quatre cent dix-huit millions cinq cent trente-trois mille deux cent vingt-et-un (2.113.418.533.221)FCFA dont trois milliards quatre cent cinquante-sept millions sept cent soixante-dix mille (3.457.770.000) FCFA** au titre des dons.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit (en millions de FCFA) :

Tableau synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires

RECETTES BUDGETAIRES	LFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
			Valeur	%
Titre 1 : Recettes fiscales	1 212 926	1 330 257	117 331	9,7%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	2 220	3 458	1 238	56%
Titre 3 : Cotisations sociales	37 274	41 340	4 066	10,9%
Titre 4 : Autres recettes	789 761	738 364	- 51 396	-6,5%
TOTAL RECETTES	**2 042 181**	**2 113 419**	**71 238**	**3%**

Le détail de ces recettes, sans affectation préalable, se présente en millions de FCFA, comme suit :

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (1/3)

Article	Nature de la recette	PLFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
				Valeur	%
	TITRE 1 : RECETTES FISCALES	**1 212 926**	**1 330 257**	**117 331**	**9,67%**
0.100	**Impôts sur les sociétés**	**274 575**	**374 077**	**99 502**	**36,24%**
0.103	Sociétés pétrolières	51 869	105 440	53 571	103,28%
0.104	Sociétés minières	63 160	67 558	4 398	6,96%
0.105	Retenues à la source	20 471	25 775	5 304	25,91%
0.119	Autres sociétés	139 074	175 304	36 230	26,05%
0.120	**Impôts sur les personnes**	**148 527**	**138 272**	**-10 255**	**-6,90%**
0.121	Impôts sur le revenu des personnes physiques	47 964	55 795	7 831	16,33%
0.124	Acomptes versés par les salariés	66 104	54 121	-11 983	-18,13%
0.127	Taxe complémentaire sur les salaires	34 408	28 318	-6 090	-17,70%
0.128	Impôts forfaitaires sur le revenu	51	39	-12	-23,62%
12.20	**Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers**	**19 415**	**23 907**	**4 492**	**23,13%**
0.130	**Taxe de formation professionnelle**	**4 191**	**2 296**	**-1 895**	**-45,20%**
0.160	**Droits et taxes sur la propriété**	**53 615**	**36 932**	**-16 683**	**-31,12%**
0.147	Droits de mutations	18 965	24 429	5 465	28,82%
0.163	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	34 650	12 503	-22 148	-63,92%
0.180	**Taxes sur les biens et services**	**357 978**	**411 973**	**53 996**	**15,08%**
0.181	Redevance d'Usure de la Route	16 766	17 939	1 174	7,00%
0.183	Taxe sur les carburants	4 094	1 558	-2 535	-61,93%
0.184	Taxe sur la valeur ajoutée	223 447	319 253	95 807	42,88%
0.186	Droits d'accises	18 312	19 227	916	5,00%
0.188	Taxe sur les jeux de hasard	800	920	120	15,00%
0.189	Taxe sur les Transferts	8 100	4 692	-3 408	-42,07%
0.156	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	22 531	8 133	-14 398	-63,90%
0.190	Contribution Spéciale de solidarité	19 911	18 523	-1 388	-6,97%
	Redevance audiovisuelle	1 972	1 899	-73	-3,70%
	Taxe sur les véhicules de luxe	2 061	2 643	582	28,23%
	Taxe immatriculation personnalisée	460	497	37	8,00%
	Redevance Universelle	14 879	2 394	-12 485	-83,91%
	Contribution Spéciale de l'Eau	1 300	1 300	0	0,00%
	Contribution Spéciale de l'Electricité	8 000	8 000	0	0,00%
	Ristournes Licence de transports	20	150	130	650,00%
	Ristournes Cartes grises	105	198	93	88,57%
	Ristournes Permis de conduire	27	152	125	462,96%

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (2/3)

Article	Nature de la recette	PLFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
				Valeur	%
	Ristournes DGForêts	6 000	1 500	-4 500	-75,00%
	Amendes DGForêts	400	100	-300	-75,00%
	Ristournes DGPêches et de l'aquaculture	5 400	1 350	-4 050	-75,00%
	Ristournes DGEnvironnement et de la Protection de la nature	140	35	-105	-75,00%
	Ristournes DGMarine Marchande	2 600	650	-1 950	-75,00%
	Ristournes AGASA	654	859	205	31,30%
0.300	**Droits et taxes de douanes**	**317 634**	**313 830**	**-3 804**	**-1,20%**
	Droits et taxes à l'importation	**299 360**	**289 830**	**-9 530**	**-3,18%**
	Taxe communautaire d'Intégration	3 046	3 159	113	3,71%
	Contribution Communautaire d'Intégration	2 728	2 829	101	3,71%
	Prélèvement OHADA	342	355	13	3,71%
	Contribution au financement de l'U.A.	527	547	20	3,71%
	Redevance informatique	16 877	17 040	163	0,97%
	Contentieux (Amendes)	1 174	1 218	44	3,71%
	Travail Extra Legal	40	42	1	3,71%
	Droit de douane import	123 158	117 790	-5 368	-4,36%
	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	129 866	117 919	-11 947	-9,20%
	Droit d'accises	12 260	19 209	6 948	56,67%
	Surtaxe temporaire	67	69	2	3,71%
	Intérêt de crédit	781	846	65	8,32%
	Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	8 406	8 717	312	3,71%
	Magasinage	70	73	3	3,71%
	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	17	18	1	3,71%
	Droits et taxes à l'exportation	**18 274**	**24 000**	**5 726**	**31,33%**
0.301	Droit de sortie	15 164	20 096	4 931	32,52%
	Taxe d'abattage	2 988	3 759	771	25,80%
	Timbre Douanier	8	10	1	17,12%
	Taxe sur les produits minéraux	113	136	22	19,75%
	Autres recettes fiscales	**36 991**	**28 969**	**-8 023**	**-21,69%**
0.138	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	10 363	20 777	10 414	100,50%
0.192	Autres taxes	26 628	8 192	-18 437	-69,24%
0.400	**TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS**	**2 220**	**3 458**	**1 238**	**55,74%**
	TRANSFERT RECUS D'AUTRES BUDGETS PUBLICS			0	-
	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	2 220	3 458	1 238	55,74%
	TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	**37 274**	**41 340**	**4 066**	**10,91%**
	Cotisations retraites (y.c agents publics en détachement)	26 100	30 166	4 066	15,58%
	Cotisations CNAMGS	11 174	11 174	0	0,00%
	TITRE 4 : AUTRES RECETTES	**789 761**	**738 364**	**-51 396**	**-6,51%**
0.210	**Revenus des participations**	**3 251**	**3 413**	**162**	**4,98%**
0.211	Participations dans les sociétés pétrolières	2	1	-1	-30,84%
0.213	Participations dans les autres sociétés	3 249	3 411	162	5,00%
0.250	**Revenus du domaine foncier**	**4 623**	**6 010**	**1 387**	**30,00%**
0.260	**Revenus du domaine pétrolier**	**646 397**	**626 112**	**-20 285**	**-3,14%**
0.261	Redevance pétrolière	273 671	314 564	40 893	14,94%
0.262	Contrat de partage	304 236	269 543	-34 693	-11,40%
0.265	*dont transferts à SOGARA*	*52 190*	46 331	*-5 859*	*-11,23%*
0.263	Redevance superficiaire	951	1 228	277	29,18%
0.264	Boni sur attribution de permis	67 539	40 776	-26 763	-39,63%

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (3/3)

Article	Nature de la recette	PLFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
				Valeur	%
0.270	**Revenus du domaine minier**	**5 081**	**5 327**	**246**	**4,83%**
0.290	**Revenus du domaine forestier**	**7 273**	**8 455**	**1 182**	**16,25%**
0.300	**Recettes diverses non fiscales**	**84 136**	**63 049**	**-21 087**	**-25,06%**
0.310	Recettes de régies (R7 affectées)	28 510	35 311	6 802	23,86%
	. Patentes	4 810	4 762	-48	-1,00%
	. Licences	382	558	176	46,10%
	. Foncier bâti	12 477	7 175	-5 302	-42,49%
	. Foncier non bâti	3 366	3 635	269	8,00%
	. Impôt Synthétique Libératoire	2 766	2 738	-28	-1,00%
	. Fonds National de l'habitat	4 709	4 442	-266	-5,65%
	. Contribution pour les ordures ménagères	0	12 000	12 000	-
	Redevance Examen et concours	0	1 145	1 145	-
	Ristourne sur Commission-ANBG	0	22	22	-
	Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	0	1 050	1 050	-
	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0	397	397	-
	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	0	101	101	-
0.339	Autres recettes	55 626	24 422	-31 204	-56,10%
	Ventes de biens et services	**39 000**	**26 000**	**-13 000**	**-33,33%**
	TOTAL RECETTES PROPRES	**2 042 181**	**2 113 419**	**71 238**	**3,49%**

CHAPITRE III : DE L'AFFECTATION DES RECETTES

Article 27 : Les recettes affectées aux différentes administrations, suivant le tableau d'affectation ci-dessous, peuvent faire l'objet d'une modification des clés de répartition, par voie réglementaire, sur proposition conjointe des ministres chargés du Budget et de l'Economie.

Tableau d'affectation des recettes (1/3) (en pourcentage)

Nature de la recette	ETAT	COLLOCS	CAS Entr. Routier	CNAMGS	Péréquation COLLOCS	CAS Sport	ANPN	CAS Logement	CAS Audio-Ciné	CAS Form. Prof.	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universe	Fonds de l'Eau	Fonds de l'Elect.	Autres
Impôts sur les sociétés																		
Sociétés pétrolières	100																	0
Sociétés minières	100																	0
Retenues à la source	100																	0
Autres sociétés	100																	
Impôts sur les personnes																		0
Impôts sur le revenu des personnes physiques	99,50	0			0,50													0
Acomptes versés par les salariés	99,50	0			0,50													
Contribution sur les hauts revenus	100																	0
Taxe complémentaire sur les salaires	100		0	0														0
Impôts forfaitaires sur le revenu	100	0																
Autres impôts sur les personnes	100																	
Versements forfaitaires sur les salaires	**100**																	0
Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	**100**																	
Taxe de formation professionnelle	**0**									**100**								
Droits et taxes sur la propriété																		
Taxes sur les terrains et valeurs locatives	100																	
Droits de mutations	100																	
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	95																	
Taxes sur les biens et services																		5
Redevance d'Usure de la Route	0		100															
Taxe sur les carburants	30	70																
Taxe sur la valeur ajoutée	99,50																	
Droits d'accises	78,50					20,50												0,50
Taxe sur les jeux de hasard	60					30	10											1
Taxe sur les Transferts	100			0														
Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	100		0															0
Contribution Spéciale de solidarité	0			100														
Redevance audiovisuelle	0								100									
Taxe sur les véhicules de luxe	100																	
Taxe immatriculation personnalisée	100																	
Redevance Universelle	0																	
Contribution Spéciale de l'Eau	60													100				
															40			

Tableau d'affectation des recettes (2/3) (en pourcentage)

Nature de la recette	ETAT	COLLOCS	CAS Entr. Routier	CNAMGS	Péréquation COLLOCS	CAS Sport	ANPN	CAS Logement	CAS Audio-Ciné	CAS Form. Prof.	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universe	Fonds de l'Eau	Fonds de l'Elect.	Autres
Contribution Spéciale de l'Electricité	60																40	
Ristournes Licence de transports	60																	40
Ristournes Cartes grises	60																	40
Ristournes Permis de conduire	60																	40
Ristournes DG Forêts	60																	40
Amendes DG Forêts	60																	40
Ristournes DG Pêches et de l'aquaculture	60																	40
Ristournes DG Environnement et de la Protection de la nature	60																	40
Ristournes DG Marine Marchande	60																	40
Ristournes AGASA	60																	40
Droits et taxes de douanes																		
Droits et taxes à l'importation																		
Taxe communautaire d'Intégration	0										100							
Contribution Communautaire d'Intégration	0											100						
Prélèvement OHADA	0												100					
Contribution au financement de l'U.A.	0													100				
Redevance informatique	80																	20
Contentieux (Amendes)	80																	20
Travail Extra Legal	80																	20
Droit de douane import	100																	
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	100																	
Droit d'accises	100																	
Surtaxe temporaire	100																	
Intérêt de crédit	100																	
Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	0			100														
Magasinage	80																	20
Contrôle spécifique (instruments de mesure)	80																	20
Ventes aux enchères	80																	20
Droits et taxes à l'exportation	**100**																	
Droit de sortie	100																	
Taxe d'abattage	100																	
Timbre Douanier	100																	
Taxe sur les produits minéraux	100																	
Autres recettes fiscales																		
Taxes diverses	100																	
Pénalités sur le revenu et les bénéfices	80																	
Autres taxes	100																	20

Tableau d'affectation des recettes (3/3) (en pourcentage)

Nature de la recette	ETAT	COLLOCS	CAS Entr. Routier	CNAMGS	Péréquation COLLOCS	CAS Sport	ANPN	CAS Logement	CAS Audio-Ciné	CAS Form. Prof.	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Servic	Fonds de l'Eau	Fonds de l'Elect.	Autres
ecettes non fiscales																		
Revenus des participations																		
Participations dans les sociétés pétrolières	100																	
Participations dans les autressociétés	100																	
Revenus du domaine foncier	**100**																	
Revenus du domaine pétrolier																		
Redevance pétrolière	100																	
Contrat de partage	100																	
dont recettes affectées aux fluctuations des prix desproduits raffinés	*100*																	
Redevance superficiaire	100																	
Boni sur attribution de permis	100																	
Revenus du domaine minier	**100**																	
Revenus du domaine forestier	**100**																	
Recettes diverses non fiscales																		
Recettes de régies (R7 affectées)																		
. Patentes	30	70																
. Licences	30	70																
. Foncier bâti	30	70																
. Foncier non bâti	30	70																
. Impôt Synthétique Libératoire	30	70																
. Contribution pour les ordures ménagères	0	100																
. Fonds National de l'habitat	0																	
Autres (amendes, confiscations et saisies, etc.)	100							100										
Recettes affectées DG Agriculture	0																	
Redevance Examen et concours	0																	
Ristourne sur Commission-ANBG	0																	100
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTTC	0																	100
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0																	100
Ristournes issuesdes autorisations et renouvellements d'emploi aux lleurs étrangers	0																	100
Ristournes issues des contrôles	0																	100
Autres recettes	100																	100
es de biens et services	**100**																	0
S, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	**100**																	
oursements nets des prêts	**100**																	
SATIONS SOCIALES																		
otisations retraites	0																	
rélèvements sociaux	100																	
otisations CNAMGS	0			100														100

A- Des dispositions relatives aux collectivités locales

Article28 : L'ensemble des ressources des collectivités locales est affecté au financement de l'ensemble de leurs charges.

Article 29: Pour l'année budgétaire 2019, les prélèvements opérés au profit des collectivités locales sont évalués à **vingt-six milliards deux cent quatre-vingt-dix-neuf millions deux cent vingt-six mille cinq cent trente-six(26.299.226.536)FCFA**, et se répartissent comme suit :

Nature de la recette	***Montant** (en millions de FCFA)*		**Ecart LFR 2018/PLF 2019**	
	LFR 2018	**PLFI 2019**	**Valeurs**	**%**
Impôts sur le revenu des personnes physiques	1 797	0	-1 797	-100%
Acomptes versés par les salariés	2 453	0	-2 453	-100%
Impôts forfaitaires sur le revenu	13	0	-13	-100%
Taxe sur les carburants	4 094	1 091	-3 003	-73,35%
Patentes	4 810	3 334	-1 477	-30,70%
Licences	382	391	9	2,27%
Foncier bâti	12 477	5 022	-7 454	-59,75%
Foncier non bâti	3 366	2 545	-821	-24,40%
ISL	2 766	1 917	-849	-30,70%
Contribution pour les ordures ménagères		12 000		
TOTAL RECETTES	**32 158**	**26 299**	**-5 859**	**-18,22%**

B- Des dispositions relatives aux organismes internationaux

Article30 : Les recettes ci-après, prélevées au cordon douanier sont rétrocédées directement au profit des organismes communautaires auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir leurs charges. Elles sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du Trésor.

Il s'agit notamment :

- de la contribution communautaire d'intégration, en abrégé CCI, pour le compte de la CEEAC ;
- de la taxe communautaire d'intégration, en abrégé TCI, pour le compte de la CEMAC ;
- du prélèvement au profit de l'OHADA ;
- de la contribution à l'Union Africaine.

Article 31 : Le montant des prélèvements visés à l'article 27 ci-dessus est évalué à**six milliards huit cent quatre-vingt-dix millions quatre cent trente-cinq mille cinq cent soixante-seize (6.890.435.576)FCFA** au titre de l'année 2019. Il se répartit comme suit :

Titres et catégories	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFR 2018/PLF 2019	
	LFR 2018	PLFI 2019	Valeurs	
Contributions Communautaires	***6 644***	***6 890***	246	3,71
Taxe communautaire d'Intégration	3 046	3 159	113	3,71
Contribution Communautaire d'Intégration	2 728	2 829	101	3,71
Prélèvement OHADA	342	355	13	3,71
Contribution à l'Union Africaine.	527	547	20	3,71

C- Des dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux

Article32 : Les recettes collectées au profit des comptes spéciaux, en vue de couvrir leurscharges, sont imputées aux comptes correspondants ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 33 : Les comptes d'affectation spéciale, intitulés *Pensions, Prestations familiales et sociales, Promotion du sport, Promotion audiovisuelle et cinématographique, Formation pour l'emploi et Service universel* sont reconduits.

Article34 : Il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé *Promotion du logement décent*destiné à la construction des logements.

Article 35 :Le compte d'affectation spéciale intitulé *Promotion du logement décent,* retrace :

En recettes :

- les contributions au fonds national de l'habitat ;

En dépenses :

- le terrassement ;
- l'aménagement ;
- la réalisation des Voiries et Réseaux Divers, en abrégé VRD ;
- le déguerpissement ;
- le réaménagement ;
- la construction des logements.

Article 36 : Il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé *Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants* destiné à l'entretien routier et au contrôle de la qualité des produits pétroliers.

Article 37 : Le compte d'affectation spéciale intitulé *Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants*, retrace :

En recettes :

- la redevance d'usure de la route.

En dépenses :

- l'entretien routier curatif et préventif ;
- le contrôle de la qualité des produits pétroliers, des huiles et lubrifiants sur l'ensemble du territoire.

Article 38 : Pour tous les comptes d'affectation spéciale, à l'exception de ceux relatifs aux *Pensions* et aux *Prestations familiales et sociales*, les frais de gestion ne peuvent excéder 10% des ressources générées par ces comptes.

Les frais de gestion du CAS pensions sont fixés à 5% et sont uniquement calculés sur la part patronale de l'Etat des dépenses de pension. Toutefois, le CAS prestations familiales ne fait pas l'objet du bénéfice des frais de gestion.

Article 39 : La part patronale, au titre des pensions des agents publics, alimentant le CAS pension pour l'année 2019, est fixée à 31.391.000.000 FCFA.

Article 40: Les ressources collectées au profit des comptes spéciaux visés aux articles 33, 34 et 36, ci-dessus, en vue de couvrir les prestations y relatives, sont imputées aux sous-comptes du Compte Unique du Trésor ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 41 : La création de toute nouvelle recette affectée et de tout prélèvement assimilé est subordonnée à une évaluation préalable de son rendement, de son impact sur l'inflation et de sa contribution à la mise en œuvre de la politique publique visée.

D- Des attributions de produits et autres affectations de recettes

Article 42 : Les recettes tirées de la rémunération de prestations régulièrement fournies par certains services de l'Etat font l'objet d'attribution de produits, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

La recette n'est définitivement acquise au bénéficiaire, qu'après réalisation des prestations qui lui incombent.

Article 43 : Les plafonds de dépenses liées aux recettes affectées, fixés par la présente loi de finances, peuvent être levés en cas d'excédent sur les prévisions initiales. La levée de ces plafonds est effectuée par le Responsable de la régulation budgétaire à la demande dûment motivée du bénéficiaire.

Article 44 : Sont bénéficiaires des attributions de produits visées à l'article 33 ci-dessus, les entités ci-après :

BENEFICIAIRES	MONTANT (En millions de FCFA)		Ecart LFR 2018/PLF 2019	
	PLFR 2018	PLFI 2019	Valeur	%
Attributions de Produits et autres recettes affectées	**121 003**	**58 335**	-62 668	-51,79%
DGEL	419	-	-419	-100,00%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	81	192	111	137,78%
Licence de transports (DGTT)	20	60	40	200,00%
Cartes grises (DGTT)	105	79	-26	-24,57%
Permis de conduire (DGTT)	27	61	34	125,19%
DG Forêts	6 400	640	- 5 760	-90,00%
DG Pêches et de l'aquaculture	5 400	540	- 4 860	-90,00%
DG Environnement et de la Protection de la nature	140	14	-126	-90,00%
DG Marine Marchande	2 600	260	- 2 340	-90,00%
DG Douanes (Redevance informatique)	16 877	3 408	-13 469	-79,81%
DG Douanes (Contentieux/Amendes)	1 174	244	-930	-79,26%
DG Douanes (Travail Extra Légal)	40	8	-32	-79,26%
DG Douanes (Magasinage)	70	15	-55	-79,26%
DG Douanes (Contrôle spécifique /instruments de mesure)	17	4	-13	-79,26%
DG Impôts (Pénalités sur le revenu et les bénéfices)	10 363	4 155	- 6 208	-59,90%
DG Impôts (contentieux IS)	10 848	-	-10 848	-100,00%
DG Impôts (contentieux IRPP)	6 668	-	- 6 668	-100,00%
DG Impôts (contentieux TVA)	6 542	1 596	- 4 946	-75,60%
DG Impôts (contentieux TSIL)	695	625	-69	-10,00%
Redevance Examen et concours	0	1 145	1 145	-
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0	397	397	-
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	0	101	101	-
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	0	600	600	-
CDC	4 709	-	- 4 709	-100,00%
CNAMGS (GEF)	19 911	27 240	7 329	36,81%
CNAMGS (Agents Publics)	11 174	11 174	-	0,00%
ANPN	160	92	-68	-42,50%
Fonds de Péréquation des collectivités	1 062	550	-513	-48,27%
CNEE (Fonds Spéciale Eau)	1 300	520	-780	-60,00%
CNEE (Fonds Spéciale Electricité)	8 000	3 200	- 4 800	-60,00%
AGASA	654	343	-311	-47,48%
ANGTI	5 546	-	- 5 546	-100,00%
Ristourne sur Commission-ANBG	0	22	22	-
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	0	1 050	1 050	-

TITRE II : DES PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

Article 45: Les dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2019, sont arrêtées à **deux mille dix-neufmilliards cent seize millions huit cent vingt-trois mille quatre cent quarante-et-un (2.019.116.823.441) F CFA**.

Elles comprennent :

- les dépenses du budget général, arrêtées à **mille neuf cent sept milliards huit cent soixante-dix millions huit cent vingt-cinq mille cent sept (1.907.870.825.107) F CFA** dont **cinquante-huit milliards trois cent trente-cinq millions cent quatre-vingt-cinq mille six cent cinquante-deux (58.335.185.652)F CFA** en attribution de produits aux administrations centrales, hors contributions aux organismes communautaires et subventions aux collectivités locales ;
- les dépenses des comptes d'affectation spéciale arrêtées à **cent onze milliards deux cent quarante-cinq millions neuf cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent trente-trois (111.245.998.333) F CFA**.

Tableau des plafonds de dépenses du budget général (1/2)

Titres et catégories	LFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
			Valeur	%
Titre 1. Charges financières de la dette	**231 951**	**255 594**	**23 643**	**10,19%**
Extérieure	**153 647**	**164 160**	**10 513**	**6,84%**
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	**153 647**	**152 160**	**-1 487**	**-0,97%**
Bilatéraux	*25 819*	*20 328*	*-5 491*	*-21,27%*
Multilatéraux	*23 412*	*29 938*	*6 525*	*27,87%*
Banques	*23 360*	*23 389*	*29*	*0,13%*
Marchés Financiers	*81 056*	*78 505*	*-2 550*	*-3,15%*
Intérêts-commissions et frais	**0**	**12 000**	**12 000**	**-**
Pertes sur change	*0*	*8 000*	*8 000*	-
Commission et frais-extérieur DGD	*0*	*4 000*	*4 000*	-
Intérieur	**78 305**	**91 435**	**13 130**	**16,77%**
Intérieurs-DGD	**62 905**	**77 429**	**14 525**	**23,09%**
Intérêts sur emprunts intérieurs-courants	*62 905*	*77 429*	*14 525*	*23,09%*
Banques intérieures	*31 514*	*26 789*	*-4 725*	*-14,99%*
Moratoires	*8 305*	*15 488*	*7 183*	*86,49%*
Marchés Financiers	*23 085*	*35 152*	*12 066*	*52,27%*
Trésor-dette	**15 400**	**14 005**	**-1 395**	**-9,06%**
Facilités de caisse	*4 733*	*4 496*	*-237*	*-5,00%*
Bons du Trésor Assimilables	*9 471*	*8 370*	*-1 101*	*-11,62%*
Autres frais bancaires	*1 195*	*1 136*	*-60*	*-5,00%*
Titre 2. Dépenses de personnel	**640 859**	**672 760**	**31 901**	**4,98%**
Rémunérations du personnel	**640 859**	**672 760**	**31 901**	**4,98%**
dont Solde permanente	*578 859*	*610 760*	*31 901*	*5,51%*
Rémunérations autres catégories de salariés	*47 000*	*47 000*	*0*	*0,00%*
Primes et indemnités des fonctionnaires	*15 000*	*15 000*	*0*	*0,00%*
Titre 3. Dépenses de biens et services	**315 075**	**288 538**	**-26 537**	**-8,42%**
Remboursement TVA	*65 703*	*115 294*	*49 591*	*75,48%*
Autres biens et services	*180 886*	*159 101*	*-21 785*	*-12,04%*
Attributions de Produits	*68 487*	*14 144*	*-54 343*	*-79,35%*
DGEL	419	0	-419	*-100,00%*
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	81	192	111	*137,78%*
Licence de transports (DGTT)	20	60	40	*200,00%*
Cartes grises (DGTT)	105	79	-26	*-24,57%*
Permis de conduire (DGTT)	27	61	34	*125,19%*
DG Forêts	6 400	640	-5 760	*-90,00%*
DG Pêches et de l'aquaculture	5 400	540	-4 860	*-90,00%*
DG Environnement et de la Protection de la nature	140	14	-126	*-90,00%*
DG Marine Marchande	2 600	260	-2 340	*-90,00%*
DG Douanes (Redevance informatique)	16 877	3 408	-13 469	*-79,81%*
DG Douanes (Contentieux/Amendes)	1 174	244	-930	*-79,26%*
DG Douanes (Travail Extra Legal)	40	8	-32	*-79,26%*
DG Douanes (Magasinage)	70	15	-55	*-79,26%*
DG Douanes (Contrôle spécifique (instruments de mesure))	17	4	-13	*-79,26%*
DG Impôts (Pénalités sur le revenu et les bénéfices)	10 363	4 155	-6 208	*-59,90%*
DG Impôts (contentieux IS)	10 848	0	-10 848	*-100,00%*
DG Impôts (contentieux IRPP)	6 668	0	-6 668	*-100,00%*
DG Impôts (contentieux TVA)	6 542	1 596	-4 946	*-75,60%*
DG Impôts (contentieux TSIL)	695	625	-69	*-10,00%*
Redevance Examen et concours		1 145	1 145	-
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles		397	397	-
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers		101	101	-
Ristournes issues des contrôles-DG Travail		600	600	-

Tableau des plafonds de dépenses du budget général (2/2)

Titres et catégories	LFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
			Valeur	%
Titre 4. Dépenses de transfert	**259 369**	**245 435**	**-13 934**	**-5,37%**
dont:				-
Soutien des prix des produits pétroliers	*19 505*	*21 000*	*1 495*	*7,67%*
Gratuité des accouchement	*13 800*	*0*	*-13 800*	*-100,00%*
Attributions de Produits	*61 769*	*66 656*	*4 888*	*7,91%*
CNAMGS (GEF)	19 911	27 240	7 329	*36,81%*
CNAMGS (Agents Publics)	11 174	11 174	0	*0,00%*
ANPN	160	92	-68	*-42,50%*
CEMAC	3 046	3 159	113	*3,71%*
CEEAC	2 728	2 829	101	*3,71%*
OHADA	342	355	13	*3,71%*
UA	527	547	20	*3,71%*
Fonds de Péréquation des collectivités	1 062	550	-513	*-48,27%*
Collectivités locales	12 863	3 575	-9 288	*-72,21%*
Collectivités locales (ordures ménagères)	0	12 000	12 000	-
CNEE (Fonds Spéciale Eau)	1 300	520	-780	*-60,00%*
CNEE (Fonds Spéciale Electricité)	8 000	3 200	-4 800	*-60,00%*
AGASA	654	343	-311	*-47,48%*
Ristourne sur Commission-ANBG	0	22	22	
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	0	1 050	1 050	
Titre 5. Dépenses d'investissement	**352 923**	**381 043**	**28 120**	**7,97%**
Financements sur ressources propres	*214 800*	*186 720*	*-28 080*	*-13,07%*
Financements extérieurs	*108 573*	*183 599*	*75 026*	*69,10%*
Fonds d'entretien routier	*5 546*	*0*	*-5 546*	*-100,00%*
Fonds National de l'Habitat	*4 709*	*0*	*-4 709*	*-100,00%*
Collectivités locales	*19 295*	*10 724*	*-8 571*	*-44,42%*
Titre 6. Autres dépenses	**69 500**	**64 500**	**-5 000**	**-7,19%**
Intérieurs-AJE	**4 000**	**4 000**	**0**	**0,00%**
Protocoles transactionnels	1 000	1 000	0	0,00%
Condamnations pécuniaires	2 000	2 000	0	0,00%
Séquestres	500	500	0	0,00%
Autres	500	500	0	0,00%
Restructuration des entreprises	**25 500**	**54 500**	**29 000**	**113,73%**
Coûts sociaux de restructuration	25 500	54 500	29 000	113,73%
Divers	**40 000**	**6 000**	**-34 000**	**-85,00%**
Autres contentieux	40 000	6 000	-34 000	-85,00%
TOTAL	**1 869 677**	**1 907 871**	**38 194**	**2,04%**

TITRE III : DE L'EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES

CHAPITRE PREMIER : DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL

Article46: Pour l'année 2019, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat sont respectivement arrêtées à **deux mille cent treize milliards quatre cent dix-huit millions cinq cent trente-trois mille deux cent vingt-et-un (2.113.418.533.221)F CFA** et à **deux mille dix-neuf milliards cent seize millions huit cent vingt-trois mille quatre cent quarante-et-un (2.019.116.823.441) F CFA**.

Le détail de ce résultat est présenté, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre budgétaire général

Recettes	PLF 2019	Dépenses	PLF 2019	Soldes
BUDGET GENERAL				
Titre 1. Recettes fiscales	1 301 510	Titre 1. Charges financières de la dette	255 594	
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	3 458	Titre 2. Dépenses de personnel	672 760	
Titre 3. Cotisations sociales	-36 717	Titre 3. Dépenses de biens et services	288 538	
Titre 4. Autres recettes	733 922	Titre 4. Dépenses de transfert	245 435	94 302
		Titre 5. Dépenses d'investisssement	381 043	
		Titre 6. Autres dépenses	64 500	
TOTAL RECETTES POUR LE BUDGET GENERAL	2 002 173	**TOTAL DEPENSES POUR LE BUDGET GENERAL**	1 907 871	
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)				
PENSIONS	61 557	**PENSIONS**	61 557	
Titre 3. Cotisations sociales	61 557	Titre 4. Dépenses de transfert	61 557	
Part salariale (yc agents en détachement)	30 166	Pensions civiles et militaires		
Part patronale de l'Etat	31 391	Pensions spéciales		
PRESTATIONS FAMILIALES	16 500	**PRESTATIONS FAMILIALES**	16 500	
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	
Allocations familiales	16 500	Prestations familiales	16 500	
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 899	**PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE**	1 899	
Titre 1. Recettes fiscales	1 899	Titre 3. Dépenses de biens et services	633	
Redevance audiovisuelle	1 899	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 266	
PROMOTION DU SPORT	4 218	**PROMOTION DU SPORT**	4 218	
Titre 1. Recettes fiscales	4 218	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 109	
Taxe sur les jeux de hasard	276	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 109	
Droits d'accises	3 942			
FORMATION POUR L'EMPLOI	2 296	**FORMATION POUR L'EMPLOI**	2 296	-
Titre 1. Recettes fiscales	2 296	Titre 3. Dépenses de biens et services	765	
Taxe de formation professionnelle	2 296	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 531	
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 394	**SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**	2 394	
Titre 1. Recettes fiscales	2 394	Titre 3. Dépenses de biens et services		
Redevance Universelle	2 394	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394	
ENTRETIEN ROUTIER	17 939	**ENTRETIEN ROUTIER**	17 939	
Titre 1. Recettes fiscales	17 939	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 794	
Redevance d'Usure de la Route	17 939	Titre 5. Dépenses d'investissement	16 145	
PROMOTION DU LOGEMENT DECENT	4 442	**PROMOTION DU LOGEMENT DECENT**	4 442	
Titre 4. Autres recettes	4 442	Titre 3. Dépenses de biens et services	888	
. Fonds National de l'habitat	4 442	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 554	
TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX	111 246	**TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX**	111 246	
TOTAL RECETTES BUDGET DE L'ETAT	2 113 419	**TOTAL DEPENSES BUDGET DE L'ETAT**	2 019 117	94 302
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL				94 302
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE				90 844

Article 47 : Le solde budgétaire global fait ressortir une capacité de financement du budget général de **quatre-vingt-quatre milliards trois cent un millions sept cent neuf mille sept cent quatre-vingt (94.301.709.780) F CFA.**

CHAPITRE II – DES CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT

Article48 : Les emprunts et conventions sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2019-2021.

Le Gouvernement est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Il est, par ailleurs, autorisé à entreprendre dans le cadre de la gestion active de la dette, toutes opérations permettant de rendre liquides les moratoires et autres passifs inscrits dans son portefeuille de dettes intérieures.

Le ministre chargé de l'Economie est seul, habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions.

Article 49: Le Gouvernement est autorisé à procéder aux cessions d'actifs non stratégiques de l'Etat, au titre de l'exercice budgétaire 2018. Lesdites cessions d'actifs ne peuvent excéder un montant de **vingt-six milliards (26.000.000.000) FCFA**.

Article 50: Les opérations de trésorerie et de financement font apparaître un niveau de charges de **mille quatorze milliards trois cent millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille dix-huit (1.014.300.394.018) F CFA** contre un niveau de ressources de **neuf cent dix-neuf milliards neuf cent quatre-vingt-dix-huit millions six cent quatre-vingt-quatre mille deux cent trente-huit (919.998.684.238) F CFA**.

Il en résulte un besoin de financement de **quatre-vingt-quatre milliards trois cent un millions sept cent neuf mille sept cent quatre-vingt (94.301.709.780) F CFA**. Ce besoin de financement est équilibré par la capacité de financement constatée à l'article 47 de la présente loi.

Le détail de ces opérations est retracé, en millions de FCFA, dans le tableau ci-dessous :

Tableau de flux de trésorerie

Charges de trésorerie et de financement	LFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
			Valeur	%
Amortissement dette extérieure	**257 044**	**354 376**	**97 332**	**37,87%**
Emprunts extérieurs-courants	**176 646**	**354 376**	**177 730**	**100,61%**
Bilatéraux	52 226	50 987	-1 238	-2,37%
Multilatéraux	37 598	40 193	2 595	6,90%
Banques	86 823	263 196	176 374	203,14%
Emprunts extérieurs-arriérés	**80 398**	**-**	**-80 398**	**-100,00%**
Bilatéraux	854	-	- 854	-100,00%
Multilatéraux	3 251	-	-3 251	-100,00%
Banques	76 293	-	-76 293	-100,00%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	**253 937**	**263 518**	**9 580**	**3,77%**
Intérieur-DGD	253 937	263 518	9 580	3,77%
Emprunts intérieurs-courants	245 126	263 518	18 392	7,50%
Banques	71 085	74 148	3 062	4,31%
Moratoires	84 851	72 634	-12 217	-14,40%
Divers	1 500	2 500	1 000	66,67%
Marchés Financiers	87 689	114 236	26 547	30,27%
Emprunts intérieurs-arriérés	**8 811**	**-**	**-8 811**	**-100,00%**
Banques	1 345	-	-1 345	-100,00%
Divers	7 467	-	-7 467	-100,00%
Autres amortissements	**164 129**	**152 190**	**-11 939**	**-7,27%**
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	17 391	-	-17 391	-100,00%
Instances Trésor de la période précédente	64 457	63 739	- 718	-1,11%
Arriérés de TVA	73 964	88 451	14 487	19,59%
Arriérés intérêts_Extérieurs	7 859		-7 859	-100,00%
Arriérés intérêts_Intérieurs	458		- 458	-100,00%
Correspondants du Trésor	**13 100**		**-13 100**	**-100,00%**
Prêts et avances	**261 261**	**244 216**	**-17 045**	**-6,52%**
Fonds Souverain de la RG	69 839	98 413	28 574	40,91%
Prêts nets à SOGARA	32 690	28 331	-4 359	-13,33%
Dépôts BEAC	158 732	117 472	-41 260	-25,99%
Total	**949 471**	**1 014 300**	**64 829**	**6,83%**
Ressources de trésorerie et de financement				
Tirages	**679 243**	**679 520**	**277**	**0,04%**
Tirages sur conventions en cours	98 702	143 075	44 373	44,96%
Tirages sur nouvelles conventions	7 651	37 067	29 415	384,44%
Tirages sur prêts programmes	572 890	499 378	-73 512	-12,83%
Emissions de titres publics	**150 000**	**120 000**	**-30 000**	**-20,00%**
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	150 000	120 000	-30 000	-20,00%
Financement non bancaire	**47 100**	**120 479**	**73 379**	**155,79%**
Règlement arriérés fiscaux	47 100	35 000	-12 100	-25,69%
Accumulation des instances		85 479		
Total	**876 343**	**919 999**	**43 656**	**4,98%**
Solde des opérations de financement et de trésorerie	**- 73 128**	**- 94 302**		
Solde budgétaire global	**73 128**	**94 302**		
Solde net	**-0**	**0**		

Article 51: Les opérations budgétaires et de trésorerie-financement s'équilibrent, en ressources et en charges, à **trois mille trente-trois milliards quatre cent dix-sept millions deux cent dix-sept mille quatre cent cinquante-neuf (3.033.417.217.459) F CFA.**

CHAPITRE III – DU PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT

Article 52 : Le montant des dettes financières qui comprend les charges financières évaluées à **deux cent cinquante-cinq milliards cinq cent quatre-vingt-quatorze millions trois cent vingt-sept mille deux cent cinquante-neuf (255.594.327.259)F CFA**,et les amortissements de prêts d'un montant de **sept cent soixante-dix milliards quatre-vingt-trois millions neuf cent cinquante-sept mille six cent soixante(770.083.957.660) F CFA** pour le budget 2019, est arrêté à la somme de **mille vingt-cinq milliards six cent soixante-dix-huit millions deux cent quatre-vingt-quatre mille neuf cent dix-neuf(1.025.678.284.919) F CFA.**

CHAPITRE IV – DES MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS

Article 53 : En application des dispositions de l'article 64 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, la réserve obligatoire destinée à pallier les effets d'une dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes, est arrêtée pour l'exercice 2019, par programme et titre de dépenses, à **quatre-vingt milliards trois cent soixante-deux millions deux cent vingt-huitmille septcent trente-quatre(80.362.228.734) F CFA,** ainsi qu'il suit :

Tableau présentant la réserve obligatoire par titre

(en millions FCFA)

Titres et catégories	Taux de réserve/programme	Montant
Titre 1. Charges financières de la dette	0%	-
Titre 2.Dépenses de personnel	0%	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	20%	29 102
Titre 4. Dépenses de transfert	15%	18 095
Titre 5. Dépenses d'investissement	16%	26 715
Titre 6. Autres dépenses	10%	6 450
Total réserves obligatoires		**80 362**

La réserve par titre et programme ainsi constituée sur le budget de l'Etat n'est levée, en totalité ou en partie, qu'en cas de conjoncture favorable, constatée par le Gouvernement, sur rapport conjoint des ministres chargés de l'Economie et du Budget.

Sont exemptés de la mise en réserve obligatoire, les remboursements de TVA, les projets avec financement extérieurs et leurs contreparties, les comptes d'affectation spéciale, les attributions de produits, les cotisations internationales, les frais de scolarité des enfants des diplomates, les loyers des diplomates, les médicaments et produits pharmaceutiques ainsi que les bourses.

Article 54 :L'exécution du budget est assise sur un plan de trésorerie. A la fin de chaque trimestre, il est élaboré un rapport d'exécution budgétaire. A cet effet, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est inférieur de 5% au moins des prévisions du plan trésorerie, les crédits ouverts à l'exécution sont automatiquement ajustés à la baisse dans les mêmes proportions.

Le cas échéant, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est supérieur de 5% au moins des prévisions du plan trésorerie, les crédits sont exécutés conformément au plan de trésorerie.

Article 55 : Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget et suivant le rapport conjoint des ministres chargés de l'Economie et du Budget, le tableau d'affectation du surplus budgétaire se présente ainsi qu'il suit :

Tableau présentant l'affectation du surplus budgétaire

Affectation du surplus	Proportion
Accélération du désendettement de l'Etat	2/4
Renforcement des moyens des programmes au titre des dépenses d'investissement	1/4
Fonds de stabilisation	1/4

SECONDE PARTIE : DES MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : DE LA REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS

CHAPITRE PREMIER – DES CREDITS DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION

Article 56 : Au titre de l'exercice budgétaire 2019, **trente-huit (38) missions** sont arrêtées. Le détail des plafonds de ces missions et programmes se présentedans les tableaux ainsi qu'il suit :

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission (1/2)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
1	Action extérieure de l'Etat	31 381 502 672	32 733 146 804	1 351 644 131
	dont attribution de produits	*6 301 852 579*	*6 535 524 148*	*233 671 569*
2	Administration du territoire	91 616 468 857	74 993 459 565	-16 623 009 292
	dont attribution de produits	*32 158 250 946*	*26 848 805 945*	*-5 309 445 002*
3	Agriculture, élevage et pêche	25 484 828 018	17 529 125 413	-7 955 702 605
	dont attribution de produits	*6 054 000 000*	*883 487 611*	*-5 170 512 389*
4	Aménagement du territoire et tourisme	2 013 662 509	5 395 704 003	3 382 041 494
5	Conseil et contrôle	3 768 705 116	2 148 941 662	-1 619 763 454
6	Culture et éducation populaire	3 098 299 475	3 428 452 814	330 153 339
7	Défense	145 168 829 506	156 380 536 756	11 211 707 250
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	12 153 505 516	10 431 772 971	-1 721 732 545
9	Economie forestière et protection de l'environnement	19 264 726 672	14 567 174 710	-4 697 551 963
	dont attribution de produits	*6 700 082 912*	*746 047 675*	*-5 954 035 238*
10	Communication	22 260 496 069	27 548 715 955	5 288 219 887
11	Education nationale	188 318 729 226	198 245 108 253	9 926 379 028
	dont attribution de produits		*1 144 918 500*	*1 144 918 500*
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	99 450 957 627	85 935 030 559	-13 515 927 068
	dont attribution de produits		*21 962 560*	*21 962 560*
13	Entreprenariat et commerce	9 570 225 639	11 553 227 495	1 983 001 857
14	Gestion des finances publiques	458 675 838 226	448 733 953 122	-9 941 885 104
	dont attribution de produits	*53 294 645 001*	*10 054 754 652*	*-43 239 890 349*
15	Constructions, logements et équipements collectifs	125 913 940 653	175 763 533 390	49 849 592 736
	dont attribution de produits	*5 546 491 446*	*1 050 000 000*	*-4 496 491 446*
16	Industrie et mines	3 737 143 920	2 839 689 846	-897 454 074
17	Transports	18 972 086 557	22 525 139 732	3 553 053 175
	dont attribution de produits	*2 752 000 000*	*460 000 000*	*-2 292 000 000*
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	25 818 407 664	16 312 888 870	-9 505 518 793
19	Justice	23 734 698 980	25 015 323 951	1 280 624 971
	dont attribution de produits	*342 221 902*	*354 911 429*	*12 689 527*
21	Pouvoirs publics	81 500 780 055	91 287 068 354	9 786 288 299
22	Prévoyance sociale	79 143 029 295	90 071 735 253	10 928 705 958
	dont attribution de produits	*31 084 666 145*	*38 414 063 866*	*7 329 397 720*
23	Provisions	15 021 687 552	4 345 819 346	-10 675 868 207
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	40 766 540 607	35 033 060 570	-5 733 480 037
	dont attribution de produits	*9 719 138 964*	*3 720 000 000*	*-5 999 138 964*
25	Santé	98 604 537 871	115 020 085 210	16 415 547 339
	dont attribution de produits	*80 859 878*	*192 271 380*	*111 411 502*
26	Sécurité	46 156 999 354	50 077 999 849	3 921 000 495
27	Stratégie économique	69 063 074 165	102 128 746 377	33 065 672 211
	dont attribution de produits	*5 770 960 856*	*0*	*-5 770 960 856*
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	14 225 204 461	7 505 998 258	-6 719 206 203

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission (2/2)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
29	Travail, emploi et formation professionnelle	26 378 270 676	28 634 052 938	2 255 782 262
	dont attribution de produits		*1 098 100 000*	*1 098 100 000*
30	Dépenses transversales	62 684 758 431	47 684 837 659	-14 999 920 772
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	25 729 012 068	4 000 495 421	-21 728 516 647
	Total budget général	1 869 676 947 438	1 907 870 825 107	38 193 877 669
	Dont ADP	*159 805 170 631*	*91 524 847 764*	*-70 545 303 926*
60	CAS Pensions	56 100 000 000	61 556 778 925	5 456 778 925
61	CAS Service universel des communications électroniques	14 879 000 000	2 394 424 740	-12 484 575 260
62	CAS Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 500 000 000	0
63	CAS Promotion du sport	5 733 592 368	4 217 706 314	-1 515 886 055
64	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	1 972 000 000	1 899 036 000	-72 964 000
65	CAS Formation pour l'Emploi	4 191 000 000	2 296 476 000	-1 894 524 000
68	CAS Gestion du patrimoine routier et qualité des carburants	0	17 939 147 668	17 939 147 668
69	CAS Promotion du logement décent	0	4 442 428 687	4 442 428 687
	Total CAS	99 375 592 368	111 245 998 333	11 870 405 965
	Total général	**1 969 052 539 806**	**2 019 116 823 440**	**50 064 283 634**

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (1/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
1	**Action extérieure du Gabon**	**31 381 502 672**	**32 733 146 804**	**1 351 644 131**
1.101	Affaires Etrangères	18 877 864 055	20 810 942 749	1 933 078 694
1.101.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
1.101.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 672 973 206*	*7 065 968 565*	*392 995 359*
1.101.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*10 204 400 157*	*11 971 995 495*	*1 767 595 338*
1.101.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 000 490 692*	*1 272 978 689*	*-727 512 003*
1.101.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*500 000 000*	*500 000 000*
1.101.6	*Titre 6. Autres dépenses*		*0*	*0*
1.108	Intégration africaine et coopération internationale	6 629 203 771	6 889 385 512	260 181 742
1.108.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
1.108.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*138 170 132*	*136 624 927*	*-1 545 205*
1.108.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*200 815 000*	*250 815 000*	*50 000 000*
1.108.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*6 290 218 639*	*6 501 945 585*	*211 726 947*
1.108.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
1.108.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
1.115	Affaires consulaires	1 039 434 148	1 335 227 354	295 793 206
1.115.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
1.115.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*244 807 148*	*337 772 354*	*92 965 206*
1.115.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*794 627 000*	*997 455 000*	*202 828 000*
1.115.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
1.115.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
1.115.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
1.122	Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'Etat	4 835 000 699	3 647 591 188	-1 187 409 511
1.122.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
1.122.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 550 038 699*	*3 326 996 188*	*-223 042 511*
1.122.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*320 595 000*	*320 595 000*	*0*
1.122.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
1.122.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*964 367 000*	*0*	*-964 367 000*
1.122.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
1.129	Gabonais de l'étranger	0	50 000 000	50 000 000
1.129.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
1.129.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
1.129.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*50 000 000*	*50 000 000*
1.129.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
1.129.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
1.129.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
2	**Administration du territoire**	**91 616 468 857**	**74 993 459 565**	**-16 623 009 292**
2.136	Administration territoriale	5 868 068 810	5 743 504 023	-124 564 787
2.136.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
2.136.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 662 152 166*	*3 512 587 379*	*-149 564 787*
2.136.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 337 203 644*	*1 362 203 644*	*25 000 000*
2.136.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*868 713 000*	*868 713 000*	*0*
2.136.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*0*	*0*	*0*
2.136.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (2/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
2.143	Décentralisation	73 761 219 558	67 392 826 124	-6 368 393 434
2.143.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
2.143.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*81 416 567*	*61 455 087*	*-19 961 480*
2.143.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
2.143.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*30 334 852 424*	*33 848 639 505*	*3 513 787 081*
2.143.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*43 294 950 568*	*33 407 731 532*	*-9 887 219 036*
2.143.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
2.150	Prévention et gestion des catastrophes	126 762 422	154 911 278	28 148 856
2.150.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
2.150.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*61 762 422*	*64 911 278*	*3 148 856*
2.150.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
2.150.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*15 000 000*	*15 000 000*	*0*
2.150.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
2.150.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
2.157	Pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	11 860 418 068	1 702 218 140	-10 158 199 927
2.157.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
2.157.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 844 167 242*	*1 402 218 140*	*-441 949 101*
2.157.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*10 016 250 826*	*300 000 000*	*-9 716 250 826*
2.157.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
2.157.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
2.157.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
3	**Agriculture, élevage et pêche**	**25 484 828 018**	**17 529 125 413**	**-7 955 702 605**
3.164	Agriculture	10 977 574 206	7 708 244 259	-3 269 329 947
3.164.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
3.164.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 441 614 595*	*2 022 327 273*	*580 712 678*
3.164.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*80 759 802*	*100 000 000*	*19 240 198*
3.164.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 202 963 219*	*949 992 611*	*-252 970 608*
3.164.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*8 252 236 590*	*4 635 924 375*	*-3 616 312 215*
3.164.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
3.171	Elevage	337 299 846	218 138 585	-119 161 261
3.171.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
3.171.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*216 938 879*	*127 777 585*	*-89 161 294*
3.171.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*30 000 000*	*75 000 000*	*45 000 000*
3.171.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*90 360 967*	*15 361 000*	*-74 999 967*
3.171.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
3.171.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
3.178	Pêche et aquaculture	6 361 347 131	2 220 120 538	-4 141 226 594
3.178.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
3.178.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*824 869 267*	*1 533 065 538*	*708 196 270*
3.178.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*5 451 677 259*	*643 355 000*	*-4 808 322 259*
3.178.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*84 800 605*	*43 700 000*	*-41 100 605*
3.178.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
3.178.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
3.185	Développement rural	4 122 061 473	4 297 563 055	175 501 582
3.185.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
3.185.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 744 568 749*	*1 369 466 312*	*-375 102 437*
3.185.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*15 068 805*	*75 000 000*	*59 931 195*
3.185.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*174 923 919*	*216 430 076*	*41 506 157*
3.185.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 187 500 000*	*2 636 666 667*	*449 166 667*
3.185.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (3/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
3.192	Pilotage et soutien à la politique agricole	3 636 545 363	3 010 058 978	-626 486 385
3.192.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
3.192.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	3 313 436 160	2 737 058 978	-576 377 182
3.192.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	273 040 861	273 000 000	-40 861
3.192.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	50 068 342	0	-50 068 342
3.192.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
3.192.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
3.180	Pilotage et soutien aux politiques de la pêche et de la mer	50 000 000	75 000 000	25 000 000
3.180.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
3.180.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	0	0	0
3.180.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	50 000 000	75 000 000	25 000 000
3.180.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	0	0	0
3.180.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
3.180.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
4	**Aménagement du territoire et tourisme**	**2 013 662 509**	**5 395 704 003**	**3 382 041 494**
4.199	Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 136 686 999	838 404 776	-298 282 223
4.199.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
4.199.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	1 090 869 499	725 904 776	-364 964 723
4.199.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	45 817 500	112 500 000	66 682 500
4.199.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
4.199.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
4.199.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
4.206	Tourisme	876 975 510	4 557 299 226	3 680 323 716
4.206.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
4.206.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	730 370 535	889 062 226	158 691 691
4.206.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	98 367 975	100 000 000	1 632 025
4.206.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	48 237 000	68 237 000	20 000 000
4.206.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		3 500 000 000	3 500 000 000
4.206.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
5	**Conseil et Contrôle**	**3 768 705 116**	**2 148 941 662**	**-1 619 763 454**
5.213	Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)	2 143 944 440	1 642 098 931	-501 845 509
5.213.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
5.213.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	1 316 694 040	814 848 931	-501 845 109
5.213.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	821 250 400	821 250 000	-400
5.213.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	6 000 000	6 000 000	0
5.213.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
5.213.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	412 471 334	420 925 565	8 454 231
5.220.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
5.220.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	212 471 334	220 925 565	8 454 231
5.220.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	200 000 000	200 000 000	0
5.220.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
5.220.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
5.220.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
5.227	Haute Autorité de la Communication (HAC)	1 167 096 779	0	-1 167 096 779
5.227.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
5.227.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	948 852 779	0	-948 852 779
5.227.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	200 000 000	0	-200 000 000
5.227.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	18 244 000	0	-18 244 000
5.227.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
5.227.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (4/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
5.269	Médiature	45 192 562	85 917 166	40 724 603
5.269.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
5.269.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	15 192 562	10 917 166	-4 275 397
5.269.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	30 000 000	75 000 000	45 000 000
5.269.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
5.269.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
5.269.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
6	**Culture et Education Populaire**	**3 098 299 475**	**3 428 452 814**	**330 153 339**
6.290	Culture	2 585 688 624	2 865 841 963	280 153 339
6.290.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
6.290.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	1 602 141 592	2 044 852 674	442 711 082
6.290.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	307 207 032	307 200 000	-7 032
6.290.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	676 340 000	513 789 289	-162 550 711
6.290.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
6.290.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
6.297	Education populaire	512 610 851	562 610 851	50 000 000
6.297.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
6.297.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	460 360 851	460 360 851	0
6.297.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	50 000 000	100 000 000	50 000 000
6.297.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	2 250 000	2 250 000	0
6.297.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
6.297.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
7	**Défense**	**145 168 829 506**	**156 380 536 756**	**11 211 707 250**
7.311	Préparation et emploi des forces	17 266 395 685	17 465 786 955	199 391 270
7.311.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
7.311.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	15 865 504 684	16 064 895 955	199 391 271
7.311.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	1 400 891 001	1 400 891 000	-1
7.311.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
7.311.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
7.311.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
7.318	Equipement des forces	36 582 556 189	38 930 249 098	2 347 692 909
7.318.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
7.318.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	28 071 445 091	30 419 142 098	2 347 697 007
7.318.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	400 877 000	400 877 000	0
7.318.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
7.318.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	8 110 234 098	8 110 230 000	-4 098
7.318.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
7.325	Garde Républicaine	27 769 441 048	29 143 787 754	1 374 346 706
7.325.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
7.325.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	23 765 002 903	25 139 349 610	1 374 346 707
7.325.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	750 709 001	750 709 000	-1
7.325.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
7.325.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	3 253 729 144	3 253 729 144	0
7.325.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
7.332	Vie du soldat	14 653 714 850	18 344 938 334	3 691 223 484
7.332.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
7.332.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	8 412 524 851	9 062 453 364	649 928 513
7.332.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	6 094 786 999	6 508 226 000	413 439 001
7.332.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	146 403 000	594 258 970	447 855 970
7.332.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	0	2 180 000 000	2 180 000 000
7.332.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (5/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
7.339	Pilotage et soutien à la politique de défense nationale	48 896 721 733	52 495 774 615	3 599 052 882
7.339.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
7.339.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*48 027 346 733*	*51 626 399 615*	*3 599 052 882*
7.339.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*869 375 000*	*845 375 000*	*-24 000 000*
7.339.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*24 000 000*	*24 000 000*
7.339.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
7.339.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
8	**Pilotage et coordination de l'action gouvernementale**	**12 153 505 516**	**10 431 772 971**	**-1 721 732 545**
8.346	Coordination du travail gouvernemental	5 326 174 812	2 816 402 894	-2 509 771 918
8.346.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.346.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 140 161 874*	*2 540 536 894*	*-599 624 980*
8.346.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*275 866 000*	*275 866 000*	*0*
8.346.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 910 146 938*	*0*	*-1 910 146 938*
8.346.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.346.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
8.353	Coordination des politiques urbaines	105 557 676	270 149 196	164 591 520
8.353.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.353.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*38 557 676*	*153 149 196*	*114 591 520*
8.353.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*100 000 000*	*50 000 000*
8.353.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*17 000 000*	*17 000 000*	*0*
8.353.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.353.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
8.358	Surveillance et promotion de la bonne gouvernance	645 718 861	613 272 013	-32 446 849
8.358.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.358.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*591 763 861*	*509 317 013*	*-82 446 849*
8.358.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*100 000 000*	*50 000 000*
8.358.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 955 000*	*3 955 000*	*0*
8.358.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.358.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
8.360	Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	4 846 639 255	5 538 735 908	692 096 654
8.360.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.360.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 233 565 255*	*4 933 581 908*	*700 016 654*
8.360.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*569 154 000*	*569 154 000*	*0*
8.360.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*43 920 000*	*36 000 000*	*-7 920 000*
8.360.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.360.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
8.367	Relations avec le Parlement et les Institutions constitutionnelles	358 819 316	478 850 876	120 031 560
8.367.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.367.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*258 819 316*	*248 175 876*	*-10 643 440*
8.367.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*230 675 000*	*130 675 000*
8.367.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
8.367.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.367.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
8.374	Pilotage et soutien aux relations avec les Institutions Constitutionnelles	870 595 596	714 362 084	-156 233 512
8.374.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
8.374.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*770 595 596*	*564 362 084*	*-206 233 512*
8.374.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*150 000 000*	*50 000 000*
8.374.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
8.374.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
8.374.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (6/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
9	**Economie forestière et protection de l'environnement**	**19 264 726 672**	**14 567 174 710**	**-4 697 551 963**
9.381	Gestion durable des eaux et des forêts	10 852 067 480	4 960 008 249	-5 892 059 230
9.381.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
9.381.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 796 057 844*	*3 618 184 028*	*-177 873 816*
9.381.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*6 499 545 435*	*740 045 000*	*-5 759 500 435*
9.381.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*556 464 201*	*404 992 121*	*-151 472 080*
9.381.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*196 787 100*	*196 787 100*
9.381.6	*Titre 6. Autres dépenses*		*0*	*0*
9.388	Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	69 726 936	119 229 596	49 502 660
9.388.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
9.388.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*29 343 743*	*19 229 596*	*-10 114 147*
9.388.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*40 383 193*	*100 000 000*	*59 616 807*
9.388.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
9.388.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
9.388.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
9.395	Conservation de la biodiversité	2 972 822 325	4 013 999 687	1 041 177 362
9.395.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
9.395.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*319 669 805*	*182 022 585*	*-137 647 220*
9.395.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*49 325 657*	*100 000 000*	*50 674 343*
9.395.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 603 826 863*	*2 532 211 097*	*-71 615 766*
9.395.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*1 199 766 006*	*1 199 766 006*
9.395.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
9.402	Amélioration du cadre de vie, préservation de l'environnement et développement durable	1 182 015 966	1 162 044 034	-19 971 932
9.402.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
9.402.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*787 609 467*	*764 781 034*	*-22 828 433*
9.402.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*174 744 069*	*126 500 000*	*-48 244 069*
9.402.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*219 662 430*	*270 763 000*	*51 100 570*
9.402.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
9.402.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
9.409	Pilotage et soutien à la politique de l'économie forestière	4 188 093 965	4 311 893 142	123 799 177
9.409.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
9.409.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 843 026 073*	*3 966 825 142*	*123 799 069*
9.409.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*150 000 000*	*150 000 000*	*0*
9.409.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*195 067 892*	*195 068 000*	*108*
9.409.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
9.409.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
10	**Communication**	**22 260 496 069**	**27 548 715 955**	**5 288 219 887**
10.416	Economie numérique	11 949 868 141	16 790 363 334	4 840 495 193
10.416.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
10.416.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 123 578 678*	*1 056 508 271*	*-67 070 407*
10.416.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*767 495 563*	*767 495 563*	*0*
10.416.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*887 000 000*	*1 637 741 000*	*750 741 000*
10.416.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*9 171 793 900*	*13 328 618 500*	*4 156 824 600*
10.416.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
10.423	Communication	4 737 537 898	5 082 721 615	345 183 717
10.423.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
10.423.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 465 385 545*	*3 837 249 296*	*371 863 751*
10.423.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*614 777 761*	*614 800 000*	*22 239*
10.423.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*657 374 592*	*630 672 319*	*-26 702 273*
10.423.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*0*	*0*	*0*
10.423.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (7/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
10.430	Poste	112 805 943	158 928 434	46 122 491
10.430.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
10.430.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*14 450 849*	*14 112 434*	*-338 415*
10.430.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*45 539 094*	*75 000 000*	*29 460 906*
10.430.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*52 816 000*	*69 816 000*	*17 000 000*
10.430.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
10.430.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
10.437	Pilotage et soutien à la politique de la communication	5 460 284 088	5 516 702 573	56 418 485
10.437.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
10.437.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*5 001 953 825*	*5 066 702 573*	*64 748 748*
10.437.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*458 330 263*	*150 000 000*	*-308 330 263*
10.437.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*300 000 000*	*300 000 000*
10.437.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
10.437.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
11	**Education nationale**	**188 318 729 226**	**198 245 108 253**	**9 926 379 028**
11.444	Enseignement pré-primaire et primaire	46 714 395 811	47 275 661 325	561 265 515
11.444.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
11.444.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*30 464 395 747*	*31 665 661 325*	*1 201 265 579*
11.444.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 650 000 064*	*1 650 000 000*	*-64*
11.444.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
11.444.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*14 600 000 000*	*13 960 000 000*	*-640 000 000*
11.444.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
11.451	Enseignement secondaire	120 929 800 440	130 275 664 449	9 345 864 009
11.451.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
11.451.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*104 154 789 664*	*111 288 327 262*	*7 133 537 598*
11.451.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*7 500 000 292*	*8 644 918 500*	*1 144 918 208*
11.451.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*525 000 484*	*525 000 000*	*-484*
11.451.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*8 750 010 000*	*9 817 418 688*	*1 067 408 688*
11.451.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
11.458	Enseignement technique et professionnel	9 981 771 420	12 641 070 033	2 659 298 614
11.458.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
11.458.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*7 091 771 387*	*7 021 070 033*	*-70 701 353*
11.458.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*850 000 033*	*950 000 000*	*99 999 967*
11.458.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
11.458.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 040 000 000*	*4 670 000 000*	*2 630 000 000*
11.458.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
11.465	Pilotage et soutien à la politique de l'éducation nationale	10 692 761 555	8 052 712 446	-2 640 049 109
11.465.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
11.465.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*10 428 281 033*	*7 788 231 933*	*-2 640 049 100*
11.465.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*245 000 009*	*245 000 000*	*-9*
11.465.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*19 480 513*	*19 480 513*	*0*
11.465.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
11.465.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
12	**Enseignement supérieur et recherche scientifique**	**99 450 957 627**	**85 935 030 559**	**-13 515 927 068**
12.472	Enseignement supérieur	26 198 572 127	31 352 765 099	5 154 192 972
12.472.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
12.472.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*16 818 358 831*	*14 496 264 966*	*-2 322 093 865*
12.472.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*3 230 000 000*	*3 230 000 000*	*0*
12.472.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*4 650 213 296*	*4 808 500 133*	*158 286 837*
12.472.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 500 000 000*	*8 818 000 000*	*7 418 000 000*
12.472.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (8/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
12.479	Recherche scientifique et innovation	13 019 120 423	14 037 266 346	1 018 145 923
12.479.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
12.479.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	12 769 120 327	13 687 266 346	918 146 019
12.479.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	100 000 000	200 000 000	100 000 000
12.479.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	150 000 096	150 000 000	-96
12.479.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
12.479.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
12.486	Vie de l'étudiant	58 836 282 757	39 170 028 016	-19 666 254 742
12.486.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
12.486.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	1 682 267 148	1 579 343 965	-102 923 183
12.486.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	4 230 068 001	4 380 068 000	149 999 999
12.486.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	52 823 947 608	33 110 616 050	-19 713 331 558
12.486.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	100 000 000	100 000 000	0
12.486.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
12.493	Pilotage et soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 396 982 320	1 374 971 099	-22 011 221
12.493.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
12.493.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	1 296 982 320	1 249 971 099	-47 011 221
12.493.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	100 000 000	125 000 000	25 000 000
12.493.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
12.493.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
12.493.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
13	**Entreprenariat et commerce**	**9 570 225 639**	**11 553 227 495**	**1 983 001 857**
13.500	Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	725 337 944	712 094 157	-13 243 787
13.500.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
13.500.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	365 337 944	352 094 157	-13 243 787
13.500.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	120 000 000	120 000 000	0
13.500.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	240 000 000	240 000 000	0
13.500.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
13.500.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
13.501	Pilotage et soutien aux politiques de promotion des petites et moyennes entreprises et de l'entreprenariat national	50 000 000	75 000 000	25 000 000
13.501.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
13.501.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			0
13.501.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	50 000 000	75 000 000	25 000 000
13.501.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
13.501.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
13.501.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
13.507	Promotion des échanges	1 826 642 197	3 152 777 964	1 326 135 768
13.507.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
13.507.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	1 705 533 742	2 974 682 362	1 269 148 621
13.507.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	79 480 848	128 215 000	48 734 152
13.507.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	41 627 607	49 880 602	8 252 995
13.507.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
13.507.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
13.519	Pilotage et soutien à la politique de promotion des investissements et des partenariats public privé	150 000 000	3 887 349 128	3 737 349 128
13.519.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
13.519.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			0
13.519.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	50 000 000	75 000 000	25 000 000
13.519.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		855 000 000	855 000 000
13.519.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	100 000 000	2 957 349 128	2 857 349 128
13.519.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (9/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
13.514	Pilotage et soutien aux politiques de promotion du commerce	6 818 245 498	3 726 006 246	-3 092 239 253
13.514.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
13.514.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	4 689 379 518	3 626 006 246	-1 063 373 273
13.514.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	50 000 000	100 000 000	50 000 000
13.514.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	1 126 416 416	0	-1 126 416 416
13.514.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	952 449 564	0	-952 449 564
13.514.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
14	**Gestion des finances publiques**	**458 675 838 226**	**448 733 953 122**	**-9 941 885 104**
14.521	Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	19 822 034 153	17 848 674 631	-1 973 359 522
14.521.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
14.521.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	6 069 859 426	6 644 437 421	574 577 995
14.521.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	10 727 264 910	8 727 264 910	-2 000 000 000
14.521.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	374 909 817	300 000 000	-74 909 817
14.521.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	2 650 000 000	2 176 972 300	-473 027 700
14.521.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
14.528	Comptabilité et trésorerie de l'Etat	13 849 718 676	12 763 688 794	-1 086 029 882
14.528.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
14.528.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	10 720 843 983	10 528 414 794	-192 429 189
14.528.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	1 633 274 693	1 633 274 000	-693
14.528.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	0	2 000 000	2 000 000
14.528.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	1 495 600 000	600 000 000	-895 600 000
14.528.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
14.535	Gestion du contentieux de l'Etat	44 774 911 835	4 834 118 943	-39 940 792 891
14.535.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
14.535.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	388 208 552	447 318 943	59 110 392
14.535.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	386 703 283	386 800 000	96 717
14.535.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
14.535.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
14.535.6	*Titre 6. Autres dépenses*	44 000 000 000	4 000 000 000	-40 000 000 000
14.549	Gestion fiscale	134 065 195 636	144 258 838 601	10 193 642 964
14.549.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
14.549.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	6 835 405 463	7 069 624 131	234 218 668
14.549.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	121 362 018 484	127 788 134 330	6 426 115 846
14.549.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	75 000 000	75 000 000	0
14.549.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	5 792 771 689	9 326 080 140	3 533 308 451
14.549.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
14.556	Engagements financiers de l'Etat	231 951 184 423	255 594 327 259	23 643 142 836
14.556.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*	231 951 184 423	255 594 327 259	23 643 142 836
14.556.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			0
14.556.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			0
14.556.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
14.556.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
14.556.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
14.563	Gestion de la dette	2 100 891 782	1 431 483 125	-669 408 657
14.563.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
14.563.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	619 789 790	650 381 125	30 591 335
14.563.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	454 101 992	454 102 000	8
14.563.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	27 000 000	27 000 000	0
14.563.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	1 000 000 000	300 000 000	-700 000 000
14.563.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (10/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
14.570	Gestion de la commande publique	799 652 750	527 070 471	-272 582 280
14.570.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
14.570.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*399 652 750*	*427 070 471*	*27 417 720*
14.570.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*100 000 000*	*100 000 000*	*0*
14.570.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
14.570.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*300 000 000*	*0*	*-300 000 000*
14.570.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
14.542	Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques	11 312 248 972	11 475 751 299	163 502 327
14.542.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
14.542.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*8 466 974 281*	*10 330 476 299*	*1 863 502 018*
14.542.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*845 274 691*	*845 275 000*	*309*
14.542.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*500 000 000*	*0*	*-500 000 000*
14.542.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 500 000 000*	*300 000 000*	*-1 200 000 000*
14.542.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
15	**Constructions, logements et équipements collectifs**	**125 913 940 653**	**175 763 533 390**	**49 849 592 736**
15.584	Urbanisation et amélioration du cadre de vie	3 645 490 614	6 666 145 351	3 020 654 738
15.584.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
15.584.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 493 110 614*	*2 698 187 205*	*205 076 592*
15.584.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*160 000 000*	*160 000 000*	*0*
15.584.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*492 380 000*	*2 859 280 000*	*2 366 900 000*
15.584.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*500 000 000*	*948 678 146*	*448 678 146*
15.584.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
15.577	Logement	2 462 318 820	507 730 744	-1 954 588 076
15.577.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
15.577.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*246 682 334*	*256 062 744*	*9 380 410*
15.577.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
15.577.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*165 636 486*	*176 668 000*	*11 031 514*
15.577.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 000 000 000*	*0*	*-2 000 000 000*
15.577.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
15.595	Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	3 371 733 170	3 269 425 451	-102 307 719
15.595.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
15.595.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 321 733 170*	*3 169 425 451*	*-152 307 719*
15.595.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*100 000 000*	*50 000 000*
15.595.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
15.595.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
15.595.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
15.591	Equipement et Infrastructures	113 982 466 672	162 812 042 647	48 829 575 975
15.591.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
15.591.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 780 681 107*	*7 394 533 232*	*613 852 125*
15.591.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*120 000 000*	*200 000 000*	*80 000 000*
15.591.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 250 000 000*	*3 976 500 000*	*726 500 000*
15.591.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*103 831 785 565*	*151 241 009 415*	*47 409 223 850*
15.591.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
15.598	Pilotage et soutien au politique des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	2 451 931 377	2 508 189 196	56 257 819
15.598.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
15.598.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 331 881 377*	*2 358 189 196*	*26 307 819*
15.598.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*120 050 000*	*150 000 000*	*29 950 000*
15.598.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
15.598.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
15.598.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (11/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
16	**Industrie et mines**	**3 737 143 920**	**2 839 689 846**	**-897 454 074**
16.605	Gestion et contrôle des activités minières	1 125 867 434	1 481 544 730	355 677 296
16.605.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
16.605.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*948 805 094*	*1 279 481 730*	*330 676 636*
16.605.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
16.605.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*127 062 340*	*127 063 000*	*660*
16.605.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
16.605.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
16.612	Régulation et stratégie industrielles	1 164 895 707	1 283 145 116	118 249 409
16.612.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
16.612.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*847 427 969*	*864 420 473*	*16 992 504*
16.612.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*122 043 000*	*130 000 000*	*7 957 000*
16.612.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*195 424 738*	*288 724 643*	*93 299 905*
16.612.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
16.612.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
16.619	Pilotage et soutien à la politique minière	1 396 380 780	0	-1 396 380 780
16.619.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
16.619.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 131 393 293*	*0*	*-1 131 393 293*
16.619.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*264 987 487*	*0*	*-264 987 487*
16.619.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
16.619.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
16.619.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
16.615	Pilotage et soutien à la politique l'industrie et de l'entreprenariat national	50 000 000	75 000 000	25 000 000
16.615.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*	*0*		*0*
16.615.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*0*		*0*
16.615.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*75 000 000*	*75 000 000*
16.615.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*50 000 000*	*0*	*-50 000 000*
16.615.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*0*		*0*
16.615.6	*Titre 6. Autres dépenses*	*0*		*0*
17	**Transports**	**18 972 086 557**	**22 525 139 732**	**3 553 053 175**
17.626	Transports terrestres	10 484 545 848	17 098 250 460	6 613 704 612
17.626.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
17.626.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 201 959 386*	*2 271 354 841*	*1 069 395 455*
17.626.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*272 000 000*	*350 000 000*	*78 000 000*
17.626.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*4 637 539 785*	*4 637 539 785*	*0*
17.626.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*4 373 046 677*	*9 839 355 833*	*5 466 309 156*
17.626.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
17.633	Transport aérien et par voie d'eau	4 686 010 780	3 186 159 200	-1 499 851 580
17.633.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
17.633.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 345 651 143*	*2 232 172 406*	*886 521 263*
17.633.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 989 723 831*	*560 000 000*	*-2 429 723 831*
17.633.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*350 635 806*	*393 986 794*	*43 350 988*
17.633.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
17.633.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
17.640	Pilotage et soutien à la politique des transports	3 801 529 930	2 240 730 073	-1 560 799 857
17.640.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
17.640.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 751 529 930*	*2 165 730 073*	*-1 585 799 857*
17.640.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
17.640.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
17.640.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
17.640.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (12/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
18	**Jeunesse, sports et loisirs**	**25 818 407 664**	**16 312 888 870**	**-9 505 518 793**
18.647	Sports et loisirs	19 967 423 113	10 106 779 189	-9 860 643 924
18.647.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
18.647.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*801 855 304*	*820 004 295*	*18 148 991*
18.647.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 000 000 000*	*2 000 000 000*	*0*
18.647.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*947 447 394*	*1 341 397 394*	*393 950 000*
18.647.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*16 218 120 415*	*5 945 377 500*	*-10 272 742 915*
18.647.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
18.654	Vie associative	495 113 709	257 584 552	-237 529 157
18.654.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
18.654.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*232 305 709*	*207 584 552*	*-24 721 157*
18.654.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*50 000 000*	*0*
18.654.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*212 808 000*	*0*	*-212 808 000*
18.654.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
18.654.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
18.658	Jeunesse	0	262 808 000	262 808 000
18.658.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
18.658.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
18.658.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*50 000 000*	*50 000 000*
18.658.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*212 808 000*	*212 808 000*
18.658.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
18.658.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
18.661	Pilotage et soutien aux politiques de sports, de la culture et du tourisme	5 355 870 842	5 685 717 130	329 846 288
18.661.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
18.661.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 840 630 985*	*5 304 061 330*	*463 430 345*
18.661.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
18.661.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*465 239 856*	*306 655 800*	*-158 584 056*
18.661.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
18.661.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
19	**Justice**	**23 734 698 980**	**25 015 323 951**	**1 280 624 971**
19.668	Justice judiciaire et administrative	9 101 302 202	9 633 988 432	532 686 230
19.668.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.668.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*7 797 821 062*	*8 469 077 004*	*671 255 942*
19.668.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*449 103 540*	*500 000 000*	*50 896 460*
19.668.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*854 377 601*	*664 911 429*	*-189 466 172*
19.668.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.668.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
19.675	Sécurité pénitentiaire	2 810 052 795	3 032 360 876	222 308 081
19.675.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.675.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 950 740 394*	*2 032 360 876*	*81 620 482*
19.675.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*859 312 401*	*1 000 000 000*	*140 687 599*
19.675.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
19.675.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.675.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
19.682	Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains	11 126 349 932	11 786 701 204	660 351 272
19.682.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.682.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*10 988 149 932*	*11 648 501 204*	*660 351 272*
19.682.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*138 200 000*	*138 200 000*	*0*
19.682.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
19.682.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.682.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (13/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
19.689	Culture des droits de l'homme	145 035 367	195 825 983	50 790 616
19.689.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.689.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*108 192 967*	*120 825 983*	*12 633 016*
19.689.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*36 842 400*	*75 000 000*	*38 157 600*
19.689.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
19.689.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.689.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
19.694	Egalité des Chances	25 000 000	75 000 000	50 000 000
19.694.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.694.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
19.694.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*25 000 000*	*75 000 000*	*50 000 000*
19.694.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
19.694.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.694.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
19.696	Pilotage et soutien à la politique de l'égalité des chances	526 958 682	291 447 456	-235 511 227
19.696.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
19.696.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*476 958 682*	*216 447 456*	*-260 511 227*
19.696.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
19.696.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
19.696.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
19.696.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21	**Pouvoirs publics**	**81 500 780 055**	**91 287 068 354**	**9 786 288 299**
21.717	Présidence de la République	26 545 136 361	41 037 375 718	14 492 239 357
21.717.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.717.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*12 152 067 341*	*12 594 306 718*	*442 239 377*
21.717.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*9 585 000 000*	*8 585 000 000*	*-1 000 000 000*
21.717.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*808 069 020*	*1 358 069 000*	*549 999 980*
21.717.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*4 000 000 000*	*18 500 000 000*	*14 500 000 000*
21.717.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21.724	Assemblée Nationale	20 130 680 336	18 764 472 291	-1 366 208 046
21.724.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.724.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*7 204 169 798*	*5 383 747 291*	*-1 820 422 508*
21.724.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*8 583 272 855*	*8 583 000 000*	*-272 855*
21.724.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 343 237 683*	*2 343 000 000*	*-1 000 237 683*
21.724.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 000 000 000*	*2 454 725 000*	*1 454 725 000*
21.724.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21.731	Sénat	17 572 027 309	15 814 226 354	-1 757 800 955
21.731.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.731.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*5 511 286 040*	*3 753 485 085*	*-1 757 800 955*
21.731.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*8 402 610 000*	*8 402 610 000*	*0*
21.731.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*3 158 131 269*	*3 158 131 269*	*0*
21.731.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*500 000 000*	*500 000 000*	*0*
21.731.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21.738	Cour Constitutionnelle	9 353 535 223	6 661 106 483	-2 692 428 740
21.738.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.738.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 632 872 719*	*1 317 005 183*	*-315 867 536*
21.738.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*6 748 778 000*	*3 748 778 000*	*-3 000 000 000*
21.738.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*171 884 504*	*195 323 300*	*23 438 796*
21.738.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*800 000 000*	*1 400 000 000*	*600 000 000*
21.738.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (14/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
21.234	Cour de Cassation	2 987 879 096	3 700 285 034	712 405 939
21.234.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.234.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 621 247 196*	*3 433 653 134*	*812 405 939*
21.234.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*116 631 900*	*116 631 900*	*0*
21.234.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*50 000 000*	*50 000 000*	*0*
21.234.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*200 000 000*	*100 000 000*	*-100 000 000*
21.234.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21.241	Cour des Comptes	4 025 762 263	4 266 455 743	240 693 480
21.241.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.241.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 146 320 178*	*3 853 955 743*	*707 635 565*
21.241.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*369 054 700*	*400 000 000*	*30 945 300*
21.241.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*6 250 000*	*12 500 000*	*6 250 000*
21.241.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*504 137 385*	*0*	*-504 137 385*
21.241.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
21.248	Conseil d'Etat	885 759 467	1 043 146 731	157 387 264
21.248.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
21.248.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*210 759 467*	*168 146 731*	*-42 612 736*
21.248.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*125 000 000*	*125 000 000*	*0*
21.248.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*300 000 000*	*300 000 000*	*0*
21.248.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*250 000 000*	*450 000 000*	*200 000 000*
21.248.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
22	**Prévoyance sociale**	**79 143 029 295**	**90 071 735 253**	**10 928 705 958**
22.752	Protection et promotion de la famille	6 638 246 448	6 976 728 437	338 481 989
22.752.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
22.752.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*5 335 111 426*	*6 210 169 613*	*875 058 187*
22.752.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*160 000 000*	*160 000 000*	*0*
22.752.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 143 135 022*	*606 558 824*	*-536 576 198*
22.752.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
22.752.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
22.759	Solidarité nationale	7 275 706 303	7 266 116 581	-9 589 722
22.759.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
22.759.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*4 356 426 525*	*4 346 836 581*	*-9 589 944*
22.759.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*200 000 000*	*200 000 000*	*0*
22.759.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*2 719 279 778*	*2 719 280 000*	*222*
22.759.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
22.759.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
22.766	Protection sociale	65 179 076 544	75 753 890 235	10 574 813 691
22.766.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
22.766.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 984 798 849*	*90 781 115*	*-1 894 017 734*
22.766.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
22.766.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*63 144 277 695*	*75 588 109 120*	*12 443 831 425*
22.766.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
22.766.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
22.773	Pilotage et soutien à la politique de protection sociale	50 000 000	75 000 000	25 000 000
22.773.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
22.773.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
22.773.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
22.773.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
22.773.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
22.773.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (15/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
23	**Provisions**	**15 021 687 552**	**4 345 819 346**	**-10 675 868 207**
23.780	Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	15 021 687 552	4 345 819 346	-10 675 868 207
23.780.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
23.780.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
23.780.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 595 834 666*	*2 428 492 369*	*-167 342 298*
23.780.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*5 956 736 629*	*1 100 334 020*	*-4 856 402 609*
23.780.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*6 469 116 257*	*816 992 957*	*-5 652 123 300*
23.780.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
24	**Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières**	**40 766 540 607**	**35 033 060 570**	**-5 733 480 037**
24.787	Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	19 095 280 417	15 211 924 697	-3 883 355 719
24.787.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.787.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*691 830 417*	*294 857 676*	*-396 972 740*
24.787.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*30 000 000*	*75 000 000*	*45 000 000*
24.787.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*8 028 500 000*	*3 231 909 091*	*-4 796 590 909*
24.787.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*10 344 950 000*	*11 610 157 930*	*1 265 207 930*
24.787.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
24.794	Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	13 903 060 523	7 856 936 202	-6 046 124 320
24.794.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.794.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*22 996 151*	*195 664 012*	*172 667 862*
24.794.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*342 395 000*	*300 000 000*	*-42 395 000*
24.794.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 306 000 000*	*687 400 000*	*-618 600 000*
24.794.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*12 231 669 372*	*6 673 872 190*	*-5 557 797 182*
24.794.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
24.801	Gestion de la radioactivité	94 503 071	264 531 661	170 028 589
24.801.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.801.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 472 071*	*126 500 661*	*120 028 589*
24.801.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
24.801.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*38 031 000*	*63 031 000*	*25 000 000*
24.801.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
24.801.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
24.808	Pilotage et soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	837 557 217	668 276 360	-169 280 857
24.808.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.808.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*787 557 217*	*593 276 360*	*-194 280 857*
24.808.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*50 000 000*	*75 000 000*	*25 000 000*
24.808.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
24.808.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
24.808.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
24.815	Gestion et contrôle des activités pétrolières	5 937 875 448	4 073 148 555	-1 864 726 893
24.815.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.815.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 410 700 892*	*1 699 162 114*	*-711 538 778*
24.815.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*427 540 910*	*300 000 000*	*-127 540 910*
24.815.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 099 633 646*	*1 123 986 441*	*24 352 795*
24.815.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*2 000 000 000*	*950 000 000*	*-1 050 000 000*
24.815.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
24.822	Pilotage et soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures	898 263 930	6 958 243 094	6 059 979 164
24.822.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
24.822.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*357 092 316*	*6 758 243 094*	*6 401 150 778*
24.822.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*541 171 614*	*200 000 000*	*-341 171 614*
24.822.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
24.822.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
24.822.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (16/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
25	**Santé**	**98 604 537 871**	**115 020 085 210**	**16 415 547 339**
25.829	Prévention et sécurité sanitaire	22 032 882 254	21 443 879 457	-589 002 796
25.829.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
25.829.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*14 762 939 086*	*15 240 372 462*	*477 433 377*
25.829.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 358 707 553*	*3 092 271 380*	*733 563 827*
25.829.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*4 611 235 615*	*3 111 235 615*	*-1 500 000 000*
25.829.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*300 000 000*	*0*	*-300 000 000*
25.829.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
25.836	Offre et accès aux soins	65 759 510 671	84 460 885 071	18 701 374 399
25.836.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
25.836.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*43 466 302 786*	*46 615 718 124*	*3 149 415 338*
25.836.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*10 000 000 001*	*11 187 000 000*	*1 186 999 999*
25.836.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*7 253 315 384*	*8 253 315 384*	*1 000 000 000*
25.836.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*5 039 892 500*	*18 404 851 563*	*13 364 959 063*
25.836.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
25.843	Lutte contre le SIDA	3 180 122 483	2 654 615 511	-525 506 972
25.843.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
25.843.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 170 762 481*	*120 255 511*	*-1 050 506 970*
25.843.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*2 000 000 000*	*2 525 000 000*	*525 000 000*
25.843.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*9 360 002*	*9 360 000*	*-2*
25.843.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
25.843.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
25.850	Pilotage et soutien à la politique sanitaire	7 632 022 463	6 460 705 171	-1 171 317 292
25.850.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
25.850.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*6 013 945 589*	*6 310 705 171*	*296 759 582*
25.850.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*118 076 874*	*150 000 000*	*31 923 126*
25.850.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
25.850.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 500 000 000*	*0*	*-1 500 000 000*
25.850.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
26	**Sécurité**	**46 156 999 354**	**50 077 999 849**	**3 921 000 495**
26.857	Gendarmerie nationale	4 207 655 258	3 900 682 701	-306 972 557
26.857.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
26.857.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 284 430 250*	*2 900 682 701*	*-383 747 549*
26.857.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*923 225 008*	*1 000 000 000*	*76 774 992*
26.857.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
26.857.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
26.857.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
26.864	Police nationale	41 949 344 096	46 177 317 148	4 227 973 053
26.864.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
26.864.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*40 927 297 659*	*44 852 317 148*	*3 925 019 490*
26.864.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 022 046 437*	*1 300 000 000*	*277 953 563*
26.864.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*25 000 000*	*25 000 000*
26.864.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
26.864.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
27	**Stratégie économique**	**69 063 074 165**	**102 128 746 377**	**33 065 672 211**
27.871	Elaboration et pilotage politique économique	54 427 888 056	86 709 094 848	32 281 206 792
27.871.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
27.871.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 617 491 105*	*3 666 866 280*	*49 375 174*
27.871.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*377 715 490*	*706 000 000*	*328 284 510*
27.871.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*23 181 431 461*	*23 713 628 569*	*532 197 108*
27.871.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 751 250 000*	*4 122 600 000*	*2 371 350 000*
27.871.6	*Titre 6. Autres dépenses*	*25 500 000 000*	*54 500 000 000*	*29 000 000 000*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (17/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
27.878	Concurrence et protection consommateur	3 382 561 348	3 704 259 496	321 698 148
27.878.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
27.878.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 412 515 806*	*2 709 213 495*	*296 697 689*
27.878.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*413 682 496*	*438 683 000*	*25 000 504*
27.878.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*556 363 045*	*556 363 000*	*-45*
27.878.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
27.878.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
27.885	Pilotage et soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	11 252 624 761	11 715 392 032	462 767 271
27.885.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
27.885.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 883 678 119*	*9 044 250 239*	*5 160 572 120*
27.885.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*537 250 467*	*537 250 467*	*0*
27.885.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 100 277 800*	*2 133 891 326*	*1 033 613 526*
27.885.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*5 731 418 375*	*0*	*-5 731 418 375*
27.885.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
28	**Fonction publique et modernisation de l'Etat**	**14 225 204 461**	**7 505 998 258**	**-6 719 206 203**
28.892	Fonction publique	11 998 066 712	4 339 107 866	-7 658 958 845
28.892.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
28.892.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*3 407 290 002*	*3 462 820 866*	*55 530 865*
28.892.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*601 580 710*	*601 581 000*	*290*
28.892.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*489 196 000*	*274 706 000*	*-214 490 000*
28.892.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*7 500 000 000*	*0*	*-7 500 000 000*
28.892.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
28.899	Modernisation de l'Etat	237 408 674	373 449 832	136 041 158
28.899.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
28.899.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*97 408 674*	*233 449 832*	*136 041 158*
28.899.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*140 000 000*	*140 000 000*	*0*
28.899.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
28.899.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
28.899.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
28.906	Pilotage et soutien à la politique de fonction publique	1 989 729 076	2 793 440 560	803 711 484
28.906.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
28.906.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*1 694 259 076*	*2 297 970 560*	*603 711 484*
28.906.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*295 470 000*	*495 470 000*	*200 000 000*
28.906.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
28.906.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
28.906.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
29	**Travail, emploi et formation professionnelle**	**26 378 270 676**	**28 634 052 938**	**2 255 782 262**
29.913	Promotion de l'emploi et du travail décent	3 663 498 509	4 734 200 487	1 070 701 977
29.913.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
29.913.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 840 294 391*	*2 812 896 487*	*-27 397 905*
29.913.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*223 874 118*	*1 321 974 000*	*1 098 099 882*
29.913.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*599 330 000*	*599 330 000*	*0*
29.913.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*0*	*0*
29.913.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
29.920	Formation professionnelle	20 252 315 728	21 118 009 348	865 693 620
29.920.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
29.920.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 543 916 461*	*2 822 946 634*	*279 030 173*
29.920.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*241 371 567*	*725 000 000*	*483 628 433*
29.920.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
29.920.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*17 467 027 700*	*17 570 062 714*	*103 035 014*
29.920.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (18/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
29.927	Pilotage et soutien aux politiques du travail, de l'emploi, de la formation technique et professionnelle	2 462 456 439	2 781 843 103	319 386 664
29.927.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
29.927.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*2 392 628 939*	*2 706 843 103*	*314 214 164*
29.927.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*69 827 500*	*75 000 000*	*5 172 500*
29.927.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
29.927.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
29.927.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30	**Dépenses transversales**	**62 684 758 431**	**47 684 837 659**	**-14 999 920 772**
30.934	Dotation pour dépenses d'utilité publique	20 285 473 500	20 441 723 500	156 250 000
30.934.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.934.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.934.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*20 285 473 500*	*20 441 723 500*	*156 250 000*
30.934.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
30.934.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
30.934.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.941	Dotation pour dépenses à caractère politique	18 697 307 150	6 000 000 000	-12 697 307 150
30.941.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.941.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.941.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 197 307 150*	*0*	*-1 197 307 150*
30.941.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*6 500 000 000*	*6 000 000 000*	*-500 000 000*
30.941.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*11 000 000 000*	*0*	*-11 000 000 000*
30.941.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.948	Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	18 261 179 873	9 528 114 159	-8 733 065 714
30.948.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.948.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.948.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*8 378 114 159*	*8 378 114 159*
30.948.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*0*	*0*	*0*
30.948.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*18 261 179 873*	*1 150 000 000*	*-17 111 179 873*
30.948.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.962	Dotation pour frais de transport et de déplacement	532 500 000	565 000 000	32 500 000
30.962.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.962.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.962.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*532 500 000*	*565 000 000*	*32 500 000*
30.962.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
30.962.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
30.962.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.969	Dotation pour primes d'assurance	0	1 000 000 000	1 000 000 000
30.969.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.969.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.969.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*1 000 000 000*	*1 000 000 000*
30.969.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
30.969.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
30.969.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
30.976	Dotation pour dépenses d'inhumation	1 574 478 148	1 750 000 000	175 521 852
30.976.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
30.976.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
30.976.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*0*	*500 000 000*	*500 000 000*
30.976.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*1 574 478 148*	*1 250 000 000*	*-324 478 148*
30.976.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
30.976.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (19/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
30.983	Dotation pour aides aux familles	200 000 000	200 000 000	0
30.983.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
30.983.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			0
30.983.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*		0	0
30.983.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	200 000 000	200 000 000	0
30.983.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
30.983.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
30.990	Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	500 000 000	200 000 000	-300 000 000
30.990.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
30.990.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			0
30.990.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			0
30.990.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
30.990.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	500 000 000	200 000 000	-300 000 000
30.990.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
30.997	Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	2 333 819 760	1 500 000 000	-833 819 760
30.997.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
30.997.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			0
30.997.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			0
30.997.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
30.997.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	2 333 819 760	1 500 000 000	-833 819 760
30.997.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
30.998	Dotation pour fonds d'études sectorielles	300 000 000	500 000 000	200 000 000
30.998.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
30.998.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			0
30.998.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			0
30.998.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
30.998.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	300 000 000	500 000 000	200 000 000
30.998.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
30.955	Dotation pour divers contentieux	0	6 000 000 000	6 000 000 000
30.955.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*	0	0	0
30.955.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	0	0	0
30.955.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	0	0	0
30.955.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	0	0	0
30.955.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	0	0	0
30.955.6	*Titre 6. Autres dépenses*	0	6 000 000 000	6 000 000 000
31	**Autorités administratives indépendantes et de régulation**	**25 729 012 068**	**4 000 495 421**	**-21 728 516 647**
31.285	Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	10 900 000	25 000 000	14 100 000
31.285.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
31.285.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			0
31.285.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			0
31.285.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	10 900 000	25 000 000	14 100 000
31.285.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
31.285.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
31.280	Agence Gabonaise de Sureté et de Sécurité Nucléaire (AGSSN)	24 332 086	0	-24 332 086
31.280.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
31.280.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	13 532 086	0	-13 532 086
31.280.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			0
31.280.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	10 800 000	0	-10 800 000
31.280.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
31.280.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (20/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
31.250	Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	580 567 031	564 503 329	-16 063 702
31.250.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
31.250.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*51 101 591*	*35 037 889*	*-16 063 702*
31.250.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			0
31.250.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*529 465 440*	*529 465 440*	0
31.250.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
31.250.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
31.255	Centre Gabonais des Elections (CGE)	23 395 954 346	556 819 114	-22 839 135 232
31.255.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
31.255.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*366 887 996*	*326 819 114*	*-40 068 882*
31.255.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*23 029 066 350*	*230 000 000*	*-22 799 066 350*
31.255.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
31.255.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
31.255.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
31.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	1 004 113 227	845 459 425	-158 653 801
31.262.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
31.262.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*827 496 227*	*668 842 425*	*-158 653 801*
31.262.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*166 617 000*	*166 617 000*	0
31.262.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*10 000 000*	*10 000 000*	0
31.262.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
31.262.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
31.283	Commission Nationale des droits de l'Homme	55 046 072	83 271 072	28 225 000
31.283.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
31.283.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*8 271 072*	*8 271 072*	0
31.283.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*46 775 000*	*75 000 000*	*28 225 000*
31.283.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
31.283.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
31.283.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
31.291	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	509 995 136	347 099 489	-162 895 648
31.291.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
31.291.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*	*349 995 136*	*147 099 489*	*-202 895 648*
31.291.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*160 000 000*	*200 000 000*	*40 000 000*
31.291.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
31.291.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
31.291.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
31.295	Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	148 104 170	390 412 000	242 307 830
31.295.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
31.295.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			0
31.295.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*148 104 170*	*200 000 000*	*51 895 830*
31.295.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*0*	*0*
31.295.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*190 412 000*	*190 412 000*
31.295.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
31.227	Haute Autorité de la Communication (HAC)	0	1 187 930 992	1 187 930 992
31.227.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*		*0*	*0*
31.227.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*		*969 686 992*	*969 686 992*
31.227.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*		*200 000 000*	*200 000 000*
31.227.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*18 244 000*	*18 244 000*
31.227.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			0
31.227.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (21/23)

	Total budget général	1 869 676 947 438	1 907 870 825 107	38 193 877 669
	Titre 1. Charges financières de la dette	*231 951 184 423*	*255 594 327 259*	*23 643 142 836*
	Titre 2. Dépenses de personnel	*640 858 847 584*	*672 760 000 000*	*31 901 152 416*
	Titre 3. Dépenses de biens et services	*315 075 292 293*	*288 538 431 217*	*-26 536 861 077*
	Titre 4. Dépenses de transfert	*259 368 566 706*	*245 434 697 804*	*-13 933 868 902*
	Titre 5. Dépenses d'investissement	*352 923 056 432*	*381 043 368 827*	*28 120 312 396*
	Titre 6. Autres dépenses	*69 500 000 000*	*64 500 000 000*	*-5 000 000 000*
Codes	**Libellés**	**LFR 2018**	**PLF 2019**	**Ecart**
60	**Pensions**	**56 100 000 000**	**61 556 778 925**	**5 456 778 925**
60.703	Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	48 798 752 836	54 255 531 761	5 456 778 925
60.703.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
60.703.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
60.703.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
60.703.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*48 798 752 836*	*54 255 531 761*	*5 456 778 925*
60.703.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
60.703.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
60.710	Pensions spéciales	7 301 247 164	7 301 247 164	0
60.710.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
60.710.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
60.710.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
60.710.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*7 301 247 164*	*7 301 247 164*	*0*
60.710.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
60.710.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
61	**Service universel des communications électroniques**	**14 879 000 000**	**2 394 424 740**	**-12 484 575 260**
61.145	Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet	14 879 000 000	2 394 424 740	-12 484 575 260
61.145.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
61.145.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
61.145.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
61.145.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
61.145.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*14 879 000 000*	*2 394 424 740*	*-12 484 575 260*
61.145.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
62	**Prestations familiales et sociales**	**16 500 000 000**	**16 500 000 000**	**0**
62.985	Aide à l'enfance	16 500 000 000	12 000 000 000	-4 500 000 000
62.985.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
62.985.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
62.985.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
62.985.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*	*16 500 000 000*	*12 000 000 000*	*-4 500 000 000*
62.985.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
62.985.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
62.986	Aide à la maternité	0	4 500 000 000	4 500 000 000
62.986.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
62.986.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
62.986.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
62.986.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*		*4 500 000 000*	*4 500 000 000*
62.986.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*			*0*
62.986.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
63	**Promotion du sport**	**5 733 592 368**	**4 217 706 314**	**-1 515 886 055**
63.233	Sport pour tous, sport de proximité	2 866 796 184	2 108 853 157	-757 943 027
63.233.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
63.233.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
63.233.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 433 398 092*	*1 054 426 578*	*-378 971 514*
63.233.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
63.233.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 433 398 092*	*1 054 426 578*	*-378 971 514*
63.233.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (22/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
63.235	Sport amateur, d'élite et professionnel	2 866 796 184	2 108 853 157	-757 943 027
63.235.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
63.235.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
63.235.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*1 433 398 092*	*1 054 426 578*	*-378 971 514*
63.235.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
63.235.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 433 398 092*	*1 054 426 578*	*-378 971 514*
63.235.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
64	**Promotion audiovisuelle et cinématographique**	**1 972 000 000**	**1 899 036 000**	**-72 964 000**
64.433	Production des contenus audiovisuels	1 163 747 264	1 120 688 615	-43 058 649
64.433.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
64.433.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
64.433.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*387 915 754*	*373 562 871*	*-14 352 883*
64.433.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
64.433.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*775 831 509*	*747 125 744*	*-28 705 766*
64.433.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
64.434	Production des contenus cinématographiques	808 252 736	778 347 385	-29 905 351
64.434.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
64.434.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
64.434.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*269 417 579*	*259 449 129*	*-9 968 450*
64.434.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
64.434.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*538 835 157*	*518 898 256*	*-19 936 901*
64.434.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
65	**Formation pour l'emploi**	**4 191 000 000**	**2 296 476 000**	**-1 894 524 000**
65.923	Formation initiale	2 486 451 492	1 148 238 000	-1 338 213 492
65.923.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
65.923.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
65.923.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*669 830 224*	*382 746 000*	*-287 084 224*
65.923.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
65.923.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*1 816 621 268*	*765 492 000*	*-1 051 129 268*
65.923.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
65.924	Formation continue	1 704 548 508	1 148 238 000	-556 310 508
65.924.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
65.924.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
65.924.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*	*727 169 776*	*382 746 000*	*-344 423 776*
65.924.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
65.924.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*	*977 378 732*	*765 492 000*	*-211 886 732*
65.924.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
68	**Gestion du patrimoine routier et qualité des carburants**	**0**	**17 939 147 668**	**17 939 147 668**
68.931	Gestion du patrimoine routier	0	16 145 232 902	16 145 232 902
68.931.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
68.931.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
68.931.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*			*0*
68.931.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
68.931.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*16 145 232 902*	*16 145 232 902*
68.931.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*
68.932	Contrôle de la qualité des produits pétroliers	0	1 793 914 767	1 793 914 767
68.932.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			*0*
68.932.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			*0*
68.932.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*		*1 793 914 767*	*1 793 914 767*
68.932.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			*0*
68.932.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		*0*	*0*
68.932.6	*Titre 6. Autres dépenses*			*0*

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (23/23)

Codes	Libellés	LFR 2018	PLF 2019	Ecart
69	**Promotion du logement décent**	0	4 442 428 687	4 442 428 687
69.938	Offre de logement	0	3 998 185 818	3 998 185 818
69.938.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
69.938.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			0
69.938.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*		444 242 869	444 242 869
69.938.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
69.938.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		3 553 942 949	3 553 942 949
69.938.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
69.939	Accès au logement	0	444 242 869	444 242 869
69.939.1	*Titre 1. Charges financières de la dette*			0
69.939.2	*Titre 2. Dépenses de personnel*			0
69.939.3	*Titre 3. Dépenses de biens et services*		444 242 869	444 242 869
69.939.4	*Titre 4. Dépenses de transfert*			0
69.939.5	*Titre 5. Dépenses d'investissement*		0	0
69.939.6	*Titre 6. Autres dépenses*			0
	Total CAS	99 375 592 368	111 245 998 333	11 870 405 965
	Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0
	Titre 2. Dépenses de personnel	0	0	0
	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 921 129 518	6 189 757 661	1 268 628 143
	Titre 4. Dépenses de transfert	72 600 000 000	78 056 778 925	5 456 778 925
	Titre 5. Dépenses d'investissement	21 854 462 851	26 999 461 748	5 144 998 897
	Titre 6. Autres dépenses	0	0	0
	Total budget de l'Etat	**1 969 052 539 806**	**2 019 116 823 440**	**50 064 283 634**
	Titre 1. Charges financières de la dette	231 951 184 423	255 594 327 259	
	Titre 2. Dépenses de personnel	640 858 847 584	672 760 000 000	
	Titre 3. Dépenses de biens et services	319 996 421 811	294 728 188 878	
	Titre 4. Dépenses de transfert	331 968 566 706	323 491 476 729	
	Titre 5. Dépenses d'investissement	374 777 519 283	408 042 830 575	
	Titre 6. Autres dépenses	69 500 000 000	64 500 000 000	

Article 57 : Aucun budget annexe n'est prévu pour l'année budgétaire 2019.

CHAPITRE II – DES PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

Article 58: Les plafonds d'autorisations d'emplois des ministères, des autorités administratives et des institutions sont globalement arrêtés à **102.079**agents.

La masse salariale indexée à ces effectifs est fixée à **six cent soixante-douze milliards sept cent soixante millions (672.760.000.000) F CFA**.

Le détail de ces plafonds se présente ainsi qu'il suit :

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat par ministère

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
21	Ministère des Relations avec les Institutions Constitutionnelles	130	812 537 960
22	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Garde des Sceaux	2 801	22 270 765 067
23	Ministère de l'Egalité des chances, chargé de la Décennie de la femme	28	216 447 456
25	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale	668	10 867 362 034
31	Ministère de la Défense Nationale	21 127	135 212 923 343
41	Ministère de la Fonction Publique, de la Modernisation du Service Public, chargé de la Réforme de l'Etat	871	5 994 241 258
42	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité chargé de la Décentralisation du Développement Local	8 685	49 893 489 033
43	Ministère de la Communication, Porte-parole du Gouvernement	1 495	9 974 572 573
51	Ministère du Budget et des Comptes publics	4 548	28 377 717 927
52	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat	73	352 094 157
53	Ministère de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement	3 074	23 140 335 270
54	Ministère de l'Industrie et de l'Entreprenariat National	168	864 420 473
55	Ministère du Commerce	1 138	6 600 688 608
61	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, chargé du Programme Graine	1 296	6 256 630 147
62	Ministère des Eaux et Forêts, chargée l'Environnement et du Développement Durable	1 635	8 551 042 386
63	Ministère de Pêche et de la Mer	355	1 533 065 538
64	Ministère de l'Equipement, des Infrastructures et des Mines	2 697	11 758 108 935
65	Ministère de l'Habitat	1 228	6 123 675 400
67	Ministère de l'Eau et de l'Énergie	148	1 090 099 828
68	Ministère du Pétrole et des Hydrocarbures	503	8 457 405 208
71	Ministère des Transports et de la Logistique	1 150	6 669 257 320
81	Ministère de l'Education Nationale	23 753	157 763 290 553
83	Ministère des Sports et de la Culture, chargé du Tourisme	1 599	9 725 925 928
84	Ministre de l'Enseignement Supérieur	3 156	31 012 846 376
91	Ministère de la Santé et de la Famille	13 308	74 497 220 882
92	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse, chargé de la Formation Professionnelle	1 250	8 342 686 224
93	Ministère de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale	960	4 437 617 696
Total Ministères		**97 844**	**630 796 467 579**

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat *(Autorité autonomes et Institutions)*

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
11	Présidence de la République	1 364	12 594 306 718
12	Sénat	345	3 753 485 085
13	Assemblée Nationale	491	5 383 747 291
14	Conseil d'Etat	24	168 146 731
15	Primature	938	8 136 585 011
16	Cour Constitutionnelle	105	1 317 005 183
17	Cour des Comptes	352	3 853 955 743
18	Cour de Cassation	275	3 433 653 134
22	Commission Nationale de Droits de l'Homme	2	8 271 072
26	Conseil Economique, Social et Environnemental	108	814 848 931
27	Haute Autorité de la Communication	91	969 686 992
28	Conseil National de la Démocratie	7	220 925 565
29	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite	47	668 842 425
46	Centre Gabonais des Elections	36	326 819 114
47	Médiateur de la République	5	10 917 166
48	Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	15	147 099 489
53	Agence Nationale des Investigations Financières	14	35 037 889
67	Agence Gabonaise de Sureté et de Sécurité Nucléaire	16	120 198 882
Total Entités Autonomes et Institutions		**4 235**	**41 963 532 421**
TOTAL GENERAL		**102 079**	**672 760 000 000**

Article 59 : La hausse de la masse salariale au sein des établissements publics et assimilés est désormais conditionnée par la preuve de leurs capacités à autofinancer durablement pendant au moins quinze ans, l'augmentation des charges de personnel induite par de nouveaux recrutements ou la revalorisation de leur grille salariale.

Tous les établissements publics et assimilés sont tenus de déclarer auprès des services du ministère en charge du Budget, le bilan et les résultats prévisionnels sur une période de cinq ans au moins et les états des dépenses de personnel comprenant les informations ci-après :

- la liste nominative et l'état de salaires ou traitements annuels de chaque agent ;
- le plan de gestion prévisionnelle des effectifs sur quinze ans ;
- les fiches de postes de chaque agent.

TITRE II : DES GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT

Article 60: Le Gouvernement ne consent aucune garantie au titre de l'année budgétaire 2019.

TITRE III : DES CONVENTIONS DE PRETS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

Article 61: Le niveau des nouvelles conventions de prêts projets avec les bailleurs de fonds, y compris les dons, est arrêté à **quarante-huit milliards cent cinquante-trois millions six cent cinquante-trois mille neuf cent quinze (48.153.653.915) F CFA.**

Article 62 : Le niveau global des tirages des nouvelles et anciennes conventions, y compris les dons, est arrêté, pour l'année 2019, à **six cent quatre-vingt-deux milliards neuf cent soixante-dix-sept millions sept cent quarante-cinq mille deux cent deux(682.977.745.202)F CFA.**

Le détail de ces tirages se présente, en millions de F CFA, ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des tirages sur financements extérieurs

Créancier	Libellé projet	Montant
Tirages prêts projets		**183 599**
Tirages en cours		**135 446**
Agence Française de Développement (AFD)	RENFORCEMENT DES STRUCTURES SANITAIRES (PNDS II)	2 255
Agence Française de Développement (AFD)	PROG. INVEST. SECTEUR EDUCATION	3 672
Agence Française de Développement (AFD)	REHABILITATION TRANSGABONAIS	9 839
Exim Bank China	ROUTE FORASOL MBEGHA	3 857
Exim Bank China	CONSTRUCT. 3 CENTRES FORMATION PROFESSIONNELLE	5 796
Exim Bank China	ROUTE POG OMBOOUE	41 038
Exim Bank China	TRAVAUX DE REHAB. ET AMELIORATION DES VOIRIES DE LIBREVILLE	7 161
Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI EMPLOYABILITE DES JEUNES	6 441
Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI AU POGRAMME GRAINE	3 636
Banque Mondiale	PROMO. INVEST. ET COMPETITIVITE	2 857
Banque Mondiale	PROJET APPUI EMPLOYABILITE DES JEUNES	3 291
Banque Mondiale	PROG. DVPT INFRASTRUCTURES	7 453
Banque Mondiale	RENF. CAPACITES SERVICES RURAUX	3 574
Banque Mondiale	E-GABON	9 566
Banque Mondiale	DORSALE TELECOMMUNICATION P. II	3 313
Banque Mondiale	DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE AU GABON	201
FOND INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)	PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL	1 637
Fonds Européen de Développement (FED)	AMENAGEMENT BASSIN NZENG AYONG	3 458
Société Générale	PROJET SECURITE III	700
China Construction Bank (CCB)	CONCEPTION ET CONSTRUCTION PALAIS DES SPORTS LBV	5 945
China Construction Bank (CCB)	TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'AMENAGEMENT DES VOIRIES MUNICIPALES DE LIBREVILLE	9 755
Tirages nouvelles conventions de prêts projets		**48 154**
Exim Bank China	TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA ROUTE NATIONALE 1 (TRONCONS PK12 – PK 74 et PK94-PK105)	9 783
Banque Africaine de Développement (BAD)	Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie Gabonaise (PADEG)	8 231
Banque Islamique de Développement (BID)	AMENAGEMENT BASSIN VERSANT TERRE NOUVELLE	8 445
Banque Européenne d'Investissement (BEI)	AMENAGEMENT BASSIN VERSANT LOWE IAI	12 398
UKF/SANTANDER	TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'AMENAGEMENT DES VOIRIES MUNICIPALES DE LIBREVILLE PHASE 2 (TRANCHE 1)	9 297
Tirages nouvelles conventions de prêts programmes		**499 378**
Total tirages prêts programmes sur emprunts bilatéraux		**49 197**
Agence Française de Développement (AFD)	APPUI BUDGETAIRE 2017-2019	49 197
Total tirages prêts programmes sur emprunts multilatéraux		**450 182**
Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI BUDGETAIRE 2017-2018	65 596
Banque Mondiale	APPUI BUDGETAIRE 2017-2019	239 500
Fonds Monétaire International	APPUI BUDGETAIRE 2017-2019	117 700
EXIMBANK AFRIQUE	APPUI BUDGETAIRE 2018-2019	27 386
Total tirages sur financements extérieurs		**682 978**

TITRE IV : DES PRETS ET AVANCES

Article 63 : Les prêts, avances et dépôts se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau résumé des prêts et dépôts

Prêts et avances	LFR 2018	PLF 2019	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
			valeur	%
Prêts et avances	**261 261**	**244 216**	**-17 045**	**-6,52%**
Fonds Souverain de la RG	69 839	98 413	28 574	40,91%
Prêts nets à SOGARA	32 690	28 331	-4 359	-13,33%
Dépôts BEAC	158 732	117 472	-41 260	-25,99%

TITRE V : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 64 : L'exécution des dépenses au titre des comptes d'affectation spéciale, en abrégé CAS, et des attributions des produits obéit à la procédure d'engagement-liquidation-ordonnancement-paiement applicable au budget général de l'Etat.

Les virements au titre de l'exécution de l'année en cours, ne peuvent excéder 2 des crédits ouverts et doivent être immédiatement communiqués pour information au Parlement.

Article 65 :Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 66: La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat. –

Délibérée en séance plénière à Libreville, le 31 décembre 2018.

Le Président du Sénat

Lucie MILEBOU AUBUSSON ép. MBOUSSOU